



**Actualisation du Document de Référence  
et Rapport Financier Semestriel**  
déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers  
le 26 avril 2011 sous le numéro D.11-0365

**Actualisation déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers  
le 30 août 2011**

**HSBC France**

*Société Anonyme au capital de 337 189 100 euros  
SIREN 775 670 284 RCS Paris*

Siège social : 103, avenue des Champs-Élysées – 75419 Paris Cedex 08  
Tél. : 01 40 70 70 40 – Téléc : 645 300 F – [www.hsbc.fr](http://www.hsbc.fr)

## Sommaire

---

	<b>Pages</b>
<b>Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2011</b>	
1. Rapport semestriel d'activité	3
2. Etats financiers semestriels consolidés résumés au 30 juin 2011	8
3. Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2011	43
<b>Événements récents</b>	44
<b>Personnes responsables du Document de référence et des compléments d'informations et du contrôle des comptes</b>	46
<b>Tables de concordance et de référence</b>	48



Le présent document a été déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 30 août 2011, conformément à l'article 212-13 de son Règlement Général. Il complète le Document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 26 avril 2011 sous le numéro D.11-0365. Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'Autorité des Marchés Financiers. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2011

---

### 1. Rapport semestriel d'activité

#### Principales évolutions de structures au sein du groupe HSBC France au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2011

La revue stratégique entreprise par le Groupe HSBC début 2010 sur le métier de la gestion d'actifs a abouti, en France, au regroupement des principales entités ayant le statut de société de gestion. Ces regroupements qui sont intervenus au 30 juin 2011, se sont traduits par la fusion-absorption de la société Sinopia – Société de Gestion par la société Sinopia Asset Management puis par les fusions-absorption des sociétés Halbis Capital Management (France) et Sinopia Asset Management par la société HSBC Global Asset Management (France).

Précédemment à ces fusions, la société Sinopia Asset Management a procédé à la cession, au sein du Groupe HSBC, de ses deux filiales Sinopia Asset Management (Asia Pacific) Limited et Sinopia Asset Management (UK) Limited.

#### Activité au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2011

Après avoir repris progressivement en 2010 sur un rythme de croissance positive, bien que modérée, l'économie française a affiché une progression vigoureuse au premier trimestre 2011, mais la reprise semble s'être essoufflée au deuxième trimestre. Le chômage est resté orienté à la baisse au premier semestre quoique demeurant à un niveau élevé et l'indice CAC 40, malgré une tendance baissière, a terminé le semestre à un niveau proche de celui de fin 2010. En Europe, l'inflation est en hausse en raison de l'augmentation du prix des matières premières, ce qui a conduit la Banque centrale européenne à augmenter son taux directeur.

Au cours du premier semestre 2011, la conjoncture est restée marquée par une grande volatilité des marchés financiers, en raison notamment des inquiétudes persistantes pesant sur la dette souveraine de plusieurs pays membres de la Zone euro, en dépit des interventions coordonnées des Etats de la Zone euro, de la Banque centrale européenne et du Fonds monétaire international visant à maintenir l'accès de ces Etats aux sources de financement.

Dans ce contexte incertain, les résultats de HSBC en France ont bien résisté : le résultat avant impôt ne recule, en effet, que de 6 % par rapport au premier semestre 2010, hors ajustements comptables, vente du siège en 2010 et taxe exceptionnelle sur les rémunérations variables des professionnels de marchés acquittée en 2010 au titre de 2009. Par ailleurs, tous les métiers, à l'exception des activités de marchés affectées par la crise des pays périphériques de la Zone euro, voient leurs résultats progresser.

Les résultats sont analysés ci-après sur deux périmètres :

- le périmètre des comptes consolidés du groupe HSBC France, arrêtés en application des normes IFRS telles que définies dans la Note 1<sup>1</sup> de l'annexe aux comptes consolidés ;
- le périmètre de HSBC en France, qui comprend, en outre, la succursale à Paris de HSBC Bank plc<sup>2</sup>, ainsi que les filiales HSBC Assurances Vie (France) et HSBC Assurances IARD (France).

---

<sup>1</sup> Cf. Note 1 de l'annexe aux comptes consolidés, page 14.

<sup>2</sup> Laquelle reçoit sous forme de commissions les résultats des opérations sur dérivés actions enregistrées à Londres mais initiées depuis la France.

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2011 (suite)

### **Résultats financiers du groupe HSBC France (périmètre consolidé, dit légal)**

Le résultat avant impôt du groupe HSBC France s'est établi à 270 millions EUR, en baisse de 48 % par rapport au premier semestre 2010. Cette évolution intègre, toutefois, en 2010 la plus-value réalisée dans le cadre de l'opération de vente assortie d'un contrat de location du siège des Champs-Élysées (141 millions EUR), ainsi que l'impact des ajustements comptables et, particulièrement, la variation de juste valeur de la dette propre liée au *spread* de crédit (- 59 millions EUR). Corrigée de ces éléments, la baisse est de 13 %.

La rentabilité de la Banque de détail a continué de s'améliorer, justifiant les investissements consacrés depuis plusieurs années à la transformation et l'optimisation du réseau au service de ses clients. La contribution de la Banque de financement, d'investissement et de marchés au profit du groupe reste significative quoiqu'en forte baisse en raison principalement des tensions sur les dettes souveraines de la Zone euro et d'une diminution de la demande clientèle.

L'amélioration de la conjoncture économique se ressent à travers la baisse du coût du risque, qui recule de 22 % par rapport à la même période de l'année précédente. Le taux de sinistralité s'établit ainsi à 0,2 % des encours de crédit, contre 0,4 % un an avant.

HSBC France attache une importance particulière à la solidité de son bilan et affiche un ratio de fonds propres durs (Core Tier One) à 11,5 % (contre 12,1 % à fin 2010). On constate un accroissement des risques pondérés liés aux activités de marchés. Le ratio de liquidité s'améliore encore à 127 %, et reste largement supérieur aux exigences réglementaires françaises.

HSBC France continue ainsi de bénéficier d'une structure de bilan très solide, qui la place en position favorable pour s'adapter au nouveau cadre réglementaire aux exigences considérablement renforcées ; l'impact de la mise en œuvre des règles Bâle III sur la solvabilité de la banque devrait rester limité.

### **Contribution de la France aux résultats financiers du Groupe HSBC<sup>1</sup>**

Sur le périmètre HSBC en France, qui inclut également les activités d'assurance et de produits dérivés sur actions, le résultat avant impôt s'est établi à 388 millions EUR, en baisse de 34 % par rapport au premier semestre 2010.

Hors ajustements comptables<sup>2</sup>, le profit avant impôt s'élève à 396 millions EUR. Il recule ainsi de 6 %, si l'on exclut également en 2010 la plus-value réalisée dans le cadre de l'opération de vente assortie d'un contrat de location du siège des Champs-Élysées (141 millions EUR) ainsi que la taxe payée en 2010 sur les rémunérations variables des opérateurs de marchés. Cette baisse est due principalement à un contexte financier volatil qui n'a pas permis à la Banque de marchés de reproduire sa bonne performance du premier semestre de l'année 2010. En revanche, les autres métiers, dont notamment la Banque de détail, sont en progression significative.

Le coût du risque sur les créances clientèle, hors dépréciation des titres d'Etat grecs détenus par la

<sup>1</sup> Les commentaires des pages 4 à 7 portent sur la contribution de la France aux résultats du Groupe HSBC, laquelle inclut :

- le groupe HSBC France, y compris le résultat des entités appartenant légalement à HSBC France mais situées hors de France (principalement les activités de Gestion d'actifs détenues à l'étranger, CMSL au Royaume-Uni), c'est-à-dire le périmètre légal dans son intégralité,
- la succursale à Paris de HSBC Bank plc, (Cf. ci-dessus et à l'exclusion des coûts de financement et de la dette d'acquisition du CCF) ainsi que HSBC Assurances Vie (France) et HSBC Assurances IARD (France),
- les fonds monétaires dynamiques détenus à plus de 50 % par le groupe HSBC France, consolidés depuis le 1er trimestre 2008.

Les chiffres financiers sont présentés selon les normes IFRS appliquées par le Groupe HSBC.

<sup>2</sup> Dans le présent document et sauf mention contraire, l'expression « hors ajustements comptables » implique un retraitement pour éliminer l'impact du *spread* de crédit sur la dette propre et les obligations sécurisées, les plus-values et dépréciations sur actions HSBC allouées aux employés, la variation de valeur d'instruments de couverture comptabilisés en valeur de marché, et l'amortissement de la soule de swaps des banques régionales cédées.

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2011 (suite)

filiale d'assurance, s'élève à 42 millions EUR soit - 22 % par rapport à la même période l'an passé. Le coût net des dépréciations sur le portefeuille de titres de créances de l'Etat grec détenus par le métier Assurances est par ailleurs limité à 0,3 million EUR, la hausse des dépréciations étant compensée à 97 % par le mécanisme d'imputation aux assurés.

Les frais généraux sont en baisse de 6 %, sous l'effet principalement de la non reconduction, en 2011, à la fois de la taxe exceptionnelle sur les rémunérations variables des professionnels de marchés acquittée en 2010 au titre de 2009 et de diverses provisions pour litige. En dehors de ces éléments spécifiques, la base de coûts demeure stable. Le coefficient d'exploitation s'établit à 67 %.

### Résultats par ligne de clientèle

#### *Banque de particuliers et de gestion patrimoniale*

Dans le cadre de la définition de ses objectifs stratégiques présentés en mai 2011 et afin de présenter à sa clientèle une offre mieux intégrée en matière de gestion patrimoniale, le Groupe HSBC a souhaité regrouper dans une ligne de métier unique les activités de banque de services financiers à la clientèle de particuliers y compris les activités de production de produits d'assurance-vie et les activités de Gestion d'actifs. Cette dernière activité était auparavant rattachée à la ligne de métier de Banque de financement, d'investissement et de marchés.

La Banque de particuliers et de gestion patrimoniale présente un résultat avant impôt de 99 millions EUR, en progression de 51 % par rapport au premier semestre 2010.

Dans la continuité de l'année 2010, le premier semestre 2011 a été marqué par une poursuite de la croissance de la marge d'intérêts sur les dépôts (+ 18 %), grâce au dynamisme de la collecte sur les livrets d'épargne et les livrets réglementés et ce, malgré le niveau de taux relativement bas. La croissance des encours de dépôts traduit la progression toujours très vigoureuse du segment de clientèle "Premier", sur lequel la banque a réalisé au premier semestre plus de 22 000 nouvelles entrées en relation. La production de contrats d'assurance-vie demeure également bien orientée et la collecte brute progresse, tant sur les supports en euro que sur les supports en unités de compte. Cette progression est globalement de 16 % par rapport à la même période de l'année précédente. Il est à souligner que ces bons résultats de collecte ont été réalisés dans un environnement défavorable à l'assurance-vie : sur l'ensemble du marché français de l'assurance-vie, la collecte brute est en retrait de 11 %<sup>1</sup>.

HSBC France poursuit ses investissements en marketing et campagnes de publicité, permettant de renforcer la notoriété de sa marque. Il continue également son ambitieux programme de rénovation de ses agences afin d'améliorer la qualité de l'accueil de la clientèle. Ainsi, plus du tiers des agences devraient avoir été rénovées à la fin de l'année 2011.

La Gestion d'actifs, dont les résultats sont désormais inclus dans le métier de Banque de particuliers et de gestion patrimoniale, réorganise ses activités sous la marque unique HSBC Global Asset Management afin de mieux profiter de la notoriété de la marque HSBC, de développer une offre perçue comme plus cohérente par la clientèle et d'améliorer encore son efficacité. Les filiales étrangères Sinopia Asset Management (Asia-Pacific) Limited et Sinopia Asset Management (UK) Limited ont été cédées au sein du Groupe HSBC au cours du premier semestre.

---

<sup>1</sup> FFSA, juin 2011.

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2011 (suite)

A fin juin 2011, et en raison principalement de l'atonie des marchés financiers sur le premier semestre, les actifs gérés et distribués sont restés globalement stables par rapport à juin 2010, à 93 milliards EUR. On notera également la poursuite des synergies avec la Banque de détail, via la promotion de World Selection, et avec HSBC Assurances (mandats de gestion dédiés).

### *Banque d'entreprises*

Dans un contexte économique de reprise progressive, le résultat avant impôt de la Banque d'entreprises s'élève à 79 millions EUR au premier semestre 2011, en hausse de 27 % par rapport à la même période de l'année 2010. Les revenus avant dépréciations et provisions augmentent de 5 %, tirés principalement par la progression des encours de dépôts à vue et de crédits à moyen et long terme. HSBC France continue d'apporter son soutien aux entreprises : les crédits d'équipement voient leur encours croître sur un rythme de l'ordre de + 13 % sur un an. Les dépôts à terme voient également leurs encours progresser (+ 34 % par rapport à juin 2010) grâce au lancement de produits à taux progressif.

Il convient également de souligner la forte croissance de l'activité d'affacturage, dont les encours progressent de 75 % par rapport au premier semestre 2010.

L'ensemble de ces bons résultats est à mettre au crédit de l'effort de spécialisation et de rationalisation du réseau, avec la poursuite du développement des Centres d'Affaires Entreprise et Corporate ainsi que des 15 Pôles Entrepreneurs créés en 2010, conjugué au succès de l'agence virtuelle Business Direct, lancée en 2009 au profit des micro entreprises, dont le nombre de clients a augmenté de 83 % sur le semestre.

Au cœur de la stratégie de la Banque d'entreprises, se situe sa capacité de proposer à ses clients des opérations transfrontalières à l'international, et, dans ce cadre, le nombre de recommandations au Groupe HSBC a été multiplié par 2 par rapport au premier semestre 2010 ; les recommandations reçues d'autres entités du Groupe ont également fortement progressé (+ 91 %).

Le coût du risque qui augmente de 6 % reste cependant bien maîtrisé, la hausse étant induite par la non reconduction d'une reprise de provision collective constatée au premier semestre 2010. La baisse de 2 % des dépenses d'exploitation conjuguée à l'amélioration des revenus, permet une baisse sensible du coefficient d'exploitation de 67 % à 63 %.

### *Banque de financement, d'investissement et de marchés*

La Banque de financement, d'investissement et de marchés a été confrontée à un environnement financier particulièrement dégradé qui a affecté les résultats des activités de marchés particulièrement au second trimestre 2011. L'augmentation sensible de l'incertitude sur la solvabilité de plusieurs pays de la Zone euro entraînant une plus grande volatilité des prix des actifs, elle freine également l'appétit des clients, dont les volumes d'activité se trouvent réduits.

Dans ce contexte fortement perturbé, le résultat avant impôt de la Banque de financement, d'investissement et de marchés s'élève à 203 millions EUR en baisse de 30 % par rapport au premier semestre 2010, durant lequel les conditions de marchés avaient été plutôt favorables. Les revenus, qui s'élèvent à 448 millions EUR, sont en repli de 23 % sur la même période. On observe une baisse des charges de 10 % par rapport au premier semestre 2010 (qui avait enregistré la taxe sur les rémunérations variables pour 31 millions EUR).

HSBC France, en tant que teneur de marché sur les obligations gouvernementales libellées en euro, a souffert des dégradations répétées des notations de crédit de plusieurs Etats dits "périphériques" de la Zone euro. Le contrôle des expositions sur les pays les plus sensibles fait l'objet d'une attention particulière<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Voir Note 7 de l'annexe aux comptes consolidés, page 21.

**Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2011** (suite)

HSBC France conserve une forte position sur ces activités, puisqu'il a été classé 2<sup>e</sup> *bookrunner* sur les émissions de dettes du secteur public et 3<sup>e</sup> *bookrunner* sur les émissions de dettes des entreprises sur le marché français<sup>1</sup>.

Les activités de financement et d'investissement voient leurs revenus avant dépréciations et provisions reculer de 8 %. Malgré une activité client en fort ralentissement, les métiers de conseil ont pris part à de nombreuses opérations, pour le compte de clients tels que la Société Nationale des Poudres et Explosifs, Steinhoff ou le Fonds Stratégique d'Investissement. HSBC France a terminé le semestre à la 4<sup>e</sup> place dans le domaine des transactions de fusions et acquisitions<sup>2</sup>. Par ailleurs, HSBC France a également participé à des opérations de financements de projet et d'export, notamment le financement de l'autoroute A63 pour le compte de Colas ainsi qu'une opération pour le compte de la Saudi Electric Company.

Le coût du risque a été impacté de façon positive par une reprise de provision et l'absence de nouveaux dossiers et affiche ainsi une baisse sensible par rapport au premier semestre 2010.

***Banque privée***

La Banque privée affiche un résultat consolidé avant impôt de 7 millions EUR, en forte progression par rapport au premier semestre 2010.

L'amélioration de la rentabilité de la Banque privée s'inscrit dans un contexte de croissance des revenus avant dépréciations et provisions (+ 10 % par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2010), mais également un contrôle strict des coûts, qui restent stables sur la période. Cette tendance se traduit par une diminution sensible du coefficient d'exploitation, en baisse de 7 points.

Ces bons résultats témoignent du dynamisme commercial de la Banque privée, qui a su maintenir ses niveaux d'encours d'actifs sous gestion auprès de la clientèle privée, malgré des conditions de marché défavorables et marquées par une forte volatilité. Le développement des synergies avec HSBC France dans le domaine de l'assurance-vie participe à cette bonne performance financière.

---

<sup>1</sup> Classements Dealogic Bondware à fin juin 2011.

<sup>2</sup> Classements Merger Market à fin juin 2011 (transactions complétées).

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2011 (suite)

### 2. Etats financiers semestriels consolidés résumés au 30 juin 2011

#### Compte de résultat consolidé au 30 juin 2011

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>Notes</i>	Au 30 juin 2011	Au 30 juin 2010	Au 31 décembre 2010
Intérêts et produits assimilés		981	820	1 671
Intérêts et charges assimilées		<u>(547)</u>	<u>(373)</u>	<u>(806)</u>
Marge nette d'intérêt		434	447	865
Commissions (produits)		533	521	1 004
Commissions (charges)		<u>(131)</u>	<u>(140)</u>	<u>(253)</u>
Commissions nettes		402	381	751
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de transaction		232	361	455
Résultat net des instruments financiers sous option juste valeur		3	50	25
Résultat net de cession des investissements financiers		36	34	59
Dividendes reçus		5	5	6
Autres produits d'exploitation		<u>19</u>	<u>170</u>	<u>188</u>
<b>Produit net bancaire avant dépréciations pour risques de crédit</b>		<b>1 131</b>	<b>1 448</b>	<b>2 349</b>
Dépréciations pour risques de crédit	5	<u>(42)</u>	<u>(54)</u>	<u>(122)</u>
<b>Produit net bancaire</b>		<b><u>1 089</u></b>	<b><u>1 394</u></b>	<b><u>2 227</u></b>
Frais de personnel		(515)	(532)	(1 039)
Frais généraux et administratifs		(279)	(312)	(615)
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles		(21)	(25)	(52)
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et pertes de valeur sur écarts d'acquisition		<u>(4)</u>	<u>(5)</u>	<u>(9)</u>
<b>Total des charges d'exploitation</b>		<b><u>(819)</u></b>	<b><u>(874)</u></b>	<b><u>(1 715)</u></b>
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>270</b>	<b>520</b>	<b>512</b>
Quote-part dans le résultat d'entreprises mises en équivalence		-	-	-
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>270</b>	<b>520</b>	<b>512</b>
Impôt sur les bénéfices		<u>(42)</u>	<u>(102)</u>	<u>(57)</u>
<b>Résultat net hors résultat des activités cédées</b>		<b><u>228</u></b>	<b><u>418</u></b>	<b><u>455</u></b>
<b>Activités cédées</b>				
Résultat net d'impôts des activités cédées		-	-	-
<b>Résultat net</b>		<b><u>228</u></b>	<b><u>418</u></b>	<b><u>455</u></b>
Résultat net part du Groupe		228	416	454
Part des intérêts non contrôlant		-	2	1
<i>(en euros)</i>				
Résultat non dilué par action ordinaire	4	3,38	6,17	6,73
Résultat dilué par action ordinaire	4	3,38	6,17	6,73
Dividende par action ordinaire	4	1,75	5,85	10,67



**Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2011** (suite)**Etat consolidé du résultat global au 30 juin 2011**

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Au 30 juin 2011</b>	Au 30 juin 2010	Au 31 décembre 2010
Résultat net	<b>228</b>	418	455
<b>Variation d'actifs et de passifs comptabilisés en capitaux propres</b>			
Titres disponibles à la vente :			
- profits/(pertes) comptabilisés en capitaux propres	<b>47</b>	43	81
- cessions comptabilisées en compte de résultat	<b>(37)</b>	(44)	(66)
- pertes de valeur comptabilisées en compte de résultat	-	2	5
- impôt différé comptabilisé en capitaux propres	<b>(1)</b>	(1)	(11)
Couvertures de flux de trésorerie :			
- profits/(pertes) comptabilisés en capitaux propres	<b>(77)</b>	119	45
- cessions comptabilisées en compte de résultat	<b>(10)</b>	17	17
- impôt différé comptabilisé en capitaux propres	<b>31</b>	(47)	(22)
Gains/(pertes) actuariels sur régimes de retraite à prestations définies	<b>2</b>	(9)	(4)
Différence de change	<b>2</b>	3	1
Total variation d'actifs et de passifs comptabilisés en capitaux propres	<b>(43)</b>	83	46
<b>Total du résultat global</b>	<b>185</b>	501	501
<b>Total des produits et charges :</b>			
- part du groupe	<b>185</b>	499	500
- intérêts non contrôlant	-	2	1
	<b>185</b>	501	501

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2011 (suite)

### Bilan consolidé au 30 juin 2011

#### ACTIF

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30 juin 2011	30 juin 2010	31 décembre 2010
Caisse, banques centrales et CCP	7	280	7 951	980
Comptes d'encaissement	7	895	941	944
Portefeuille de transaction	6-7	64 499	65 005	53 979
Actifs financiers sous option juste valeur	6-7	582	612	595
Instruments dérivés	6-7	47 144	75 112	53 616
Prêts et créances sur les établissements de crédit	6-7	42 207	39 435	37 346
Prêts et créances sur la clientèle	6-7	60 928	50 056	57 945
Investissements financiers	6-7	3 977	3 361	2 588
Participations dans les entreprises liées mises en équivalence et sous contrôle conjoint		6	7	6
Ecarts d'acquisition et immobilisations incorporelles		380	381	382
Immobilisations corporelles		248	230	233
Autres actifs		1 536	750	990
Actifs d'impôt différé		185	53	135
Comptes de régularisation		1 285	1 275	1 092
Actifs de groupes destinés à être cédés		5	43	5
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>224 157</b>	<b>245 212</b>	<b>210 836</b>

#### PASSIF

<i>(en millions d'euros)</i>		30 juin 2011	30 juin 2010	31 décembre 2010
<b>Dettes</b>				
Dettes envers les établissements de crédit	6	30 336	39 452	36 861
Comptes créditeurs de la clientèle	6	70 062	56 538	49 194
Comptes d'encaissement		823	787	851
Portefeuille de transaction	6	48 796	44 620	42 770
Passifs financiers sous option juste valeur	6	5 562	5 696	5 616
Instruments dérivés	6	46 567	74 558	53 347
Dettes représentées par un titre	6	13 354	15 541	14 285
Provisions pour retraites		105	112	106
Autres passifs		1 935	882	1 225
Impôts courants		18	18	20
Comptes de régularisation		1 294	1 170	1 453
Provisions pour risques et charges		54	65	62
Passifs d'impôts différés		2	-	-
Dettes subordonnées	6	166	166	166
<b>TOTAL DES DETTES</b>		<b>219 074</b>	<b>239 605</b>	<b>205 956</b>
<b>Fonds propres</b>				
Capital social appelé		337	337	337
Primes d'émission		16	16	16
Réserves, résultat de la période		4 684	5 203	4 479
<b>TOTAL DES FONDS PROPRES - PART DU GROUPE</b>		<b>5 037</b>	<b>5 556</b>	<b>4 832</b>
Part des intérêts non contrôlant		46	51	48
<b>TOTAL DES FONDS PROPRES</b>		<b>5 083</b>	<b>5 607</b>	<b>4 880</b>
Passifs de groupes destinés à être cédés		-	-	-
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>224 157</b>	<b>245 212</b>	<b>210 836</b>

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2011 (suite)

### Tableau de variation des capitaux propres

	30 juin 2011										
	<i>Autres réserves</i>										
	Capital social appelé	Primes d'émission	Report à nouveau et Résultat de l'exercice	Juste valeur des actifs disponibles à la vente	Couverture de flux de trésorerie	Ecarts de conversion	Paiements à base d'actions	Entreprises liées mises en équivalence et sous contrôle conjoint	Capitaux propres, part du groupe	Intérêts non contrôlant	Total des capitaux propres
<i>(en millions d'euros)</i>											
<b>Solde au 1er janvier 2011</b>	<b>337</b>	<b>16</b>	<b>4 341</b>	<b>46</b>	<b>22</b>	<b>(1)</b>	<b>67</b>	<b>4</b>	<b>4 832</b>	<b>48</b>	<b>4 880</b>
Nouvelles souscriptions de capital, nettes de coût	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements à base d'actions	-	-	-	-	-	-	35	-	35	-	35
Dividendes versés aux intérêts non contrôlant	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(1)	(1)
Autres mouvements	-	-	20	-	-	-	(35)	-	(15)	(1)	(16)
Total du résultat global	-	-	230	9	(56)	2	-	-	185	-	185
<b>Solde au 30 juin 2011</b>	<b>337</b>	<b>16</b>	<b>4 591</b>	<b>55</b>	<b>(34)</b>	<b>1</b>	<b>67</b>	<b>4</b>	<b>5 037</b>	<b>46</b>	<b>5 083</b>
	30 juin 2010										
	<i>Autres réserves</i>										
	Capital social appelé	Primes d'émission	Report à nouveau et Résultat de l'exercice	Juste valeur des actifs disponibles à la vente	Couverture de flux de trésorerie	Ecarts de conversion	Paiements à base d'actions	Entreprises liées mises en équivalence et sous contrôle conjoint	Capitaux propres, part du groupe	Intérêts non contrôlant	Total des capitaux propres
<i>(en millions d'euros)</i>											
Solde au 1er janvier 2010	337	16	4 566	37	(18)	(3)	121	4	5 060	48	5 108
Nouvelles souscriptions de capital, nettes de coût	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements à base d'actions	-	-	-	-	-	-	13	-	13	-	13
Dividendes versés aux intérêts non contrôlant	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	41	-	-	-	(58)	-	(16)	1	(15)
Total du résultat global	-	-	407	-	89	3	-	-	499	2	501
Solde au 30 juin 2010	337	16	5 014	37	71	-	76	4	5 556	51	5 607
	31 décembre 2010										

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2011 (suite)

	<i>Autres réserves</i>										
	Capital social appelé	Primes d'émission	Report à nouveau et Résultat de l'exercice	Juste valeur des actifs disponibles à la vente	Couverture de flux de trésorerie	Ecarts de conversion	Paiements à base d'actions	Entreprises liées mises en équivalence et sous contrôle conjoint	Capitaux propres, part du groupe	Intérêts non contrôlant	Total des capitaux propres
<i>(en millions d'euros)</i>											
Solde au 1er janvier 2010	337	16	4 566	37	(18)	(3)	121	4	5 060	48	5 108
Nouvelles souscriptions de capital, nettes de coût	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	(720)	-	-	-	-	-	(720)	-	(720)
Paievements à base d'actions	-	-	-	-	-	-	(13)	-	(13)	-	(13)
Dividendes versés aux intérêts non contrôlant	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	45	-	-	1	(41)	-	5	(1)	4
Total du résultat global	-	-	450	9	40	1	-	-	500	1	501
Solde au 31 décembre 2010	337	16	4 341	46	22	(1)	67	4	4 832	48	4 880

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2011 (suite)

### Tableau des flux de trésorerie consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>Notes</i>	<b>Au 30 juin 2011</b>	Au 30 juin 2010	Au 31 décembre 2010
<b>Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles</b>				
Résultat avant impôt		270	520	512
Résultat net d'impôts des activités cédées		-	-	-
– Eléments non monétaires inclus dans le résultat net		46	49	102
– Variation des actifs d'exploitation		(5 986)	4 228	13 857
– Variation des passifs d'exploitation		13 893	8 362	(2 339)
– Variation des actifs/passifs d'exploitation des activités en cours de cession (y compris flux de trésorerie)		-	-	-
– Ecart de change		(30)	(100)	(20)
– (Gain)/perte net sur activités d'investissement		(48)	(179)	(215)
– Part des résultats des sociétés mises en équivalence et sous contrôle conjoint		-	-	-
– Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence et sous contrôle conjoint		-	-	-
– Impôts (versés) / remboursés		114	2	(160)
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles		<b>8 259</b>	12 882	11 737
<b>Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement</b>				
Acquisition d'investissements financiers		(2 511)	(674)	(1 083)
Produits sur cessions d'investissements financiers		1 160	2 398	3 742
Acquisition d'actifs corporels		(41)	(23)	(52)
Produits sur ventes d'actifs corporels		(1)	400	447
Acquisition de goodwill, d'actifs incorporels		(4)	(2)	(6)
Acquisitions de filiales et/ou augmentations des parts détenues dans les filiales consolidées		-	-	-
Flux nets de trésorerie sur cession de participations consolidées		15	2	2
Acquisition dans des entreprises liées et/ou augmentation des parts détenues dans des entreprises liées		-	-	-
Produits sur cessions de participations dans des entreprises liées		-	-	-
Flux nets de trésorerie provenant des activités d'investissement		<b>(1 384)</b>	2 101	3 050
<b>Flux de trésorerie provenant des activités de financement</b>				
Emission d'actions ordinaires		-	-	-
Actions propres achetées		-	-	-
Variation des intérêts non contrôlant		-	-	-
Prêts/emprunts subordonnés émis		-	-	-
Prêts/emprunts subordonnés remboursés		-	-	-
Dividendes versés		-	-	(720)
Dividendes versés aux intérêts non contrôlant		-	-	-
Flux nets de trésorerie provenant des activités de financement		-	-	(720)
<b>Variation nette de la trésorerie</b>		<b>6 875</b>	14 983	14 069
Trésorerie en début de période		30 091	15 993	15 993
Effet de change sur la trésorerie		(21)	104	29
<b>Trésorerie en fin de période</b>		<b>36 945</b>	31 080	30 091

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2011 (suite)

### Notes annexes aux comptes consolidés

#### 1 Base d'établissement

##### a Conformité avec les normes comptables internationales « International Financial Reporting Standards » (IFRS)

HSBC France est une société domiciliée en France. Les états financiers consolidés résumés de HSBC France pour le semestre clos au 30 juin 2011 se composent des états financiers de HSBC France et de ses filiales, ainsi que des participations du groupe HSBC France dans des entreprises liées mises en équivalence et sous contrôle conjoint.

Les états financiers semestriels consolidés résumés de HSBC France ont été établis conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire », telle que publiée par l'*International Accounting Standards Board* (IASB) et adoptée par l'Union européenne (UE). Ils ne comprennent pas l'ensemble des informations publiées dans les états financiers annuels et doivent être consultés avec les états financiers consolidés de HSBC France de l'exercice clos au 31 décembre 2010.

Les états financiers consolidés de HSBC France de l'exercice clos au 31 décembre 2010 ont été établis conformément aux normes comptables internationales (*International Financial Reporting Standards - IFRS*), telles que publiées par l'IASB et adoptées par l'UE. Ces normes peuvent différer des normes IFRS publiées par l'IASB lorsqu'une norme IFRS est adoptée ou amendée et que cette adoption ou modification n'a pas été ratifiée par l'UE. Au 31 décembre 2010, toutes les normes applicables aux états financiers consolidés de l'exercice clos à cette date avaient été adoptées par l'UE et il n'existait aucune différence concernant HSBC France entre les normes IFRS adoptées par l'UE et les normes IFRS publiées par l'IASB.

Au 30 juin 2011, toutes les normes applicables aux états financiers consolidés de la période clôturée à cette date avaient été adoptées par l'UE et il n'existait aucune différence concernant HSBC France entre les normes IFRS adoptées par l'UE et les normes IFRS publiées par l'IASB.

Les normes IFRS regroupent les normes comptables émises par l'*International Accounting Standards Board* (IASB) et l'organisme qu'il remplace, ainsi que les interprétations émises par l'*International Financial Reporting Interpretations Committee* (IFRIC) et son prédécesseur.

Les états financiers consolidés de HSBC France sont disponibles sur demande auprès du siège de HSBC France, 103, avenue des Champs Elysées – 75419 Paris Cedex 08 ou sur le site [www.hsbc.fr](http://www.hsbc.fr).

Les présents états financiers semestriels consolidés résumés ont été approuvés par le Conseil d'administration du 26 juillet 2011.

Durant le premier semestre 2011, le Groupe a adopté un nombre de normes, d'interprétations et d'amendement annexes qui n'ont pas d'effet significatif sur les états financiers consolidés de HSBC France.

HSBC France n'a pas utilisé l'option offerte par l'amendement des normes IAS 39 "Instruments financiers : comptabilisation et évaluation" et IFRS 7 "Instruments financiers : informations à fournir", intitulé "Reclassement des actifs financiers". La version modifiée de l'amendement à l'IAS 39 et à l'IFRS 7, intitulé "Reclassement des actifs financiers – Date d'entrée en vigueur et dispositions transitoires", qui clarifie la date d'entrée en vigueur de l'amendement "Reclassement des actifs financiers", n'a donc pas d'incidence sur les états financiers consolidés de HSBC France.

##### b Utilisation de jugements et estimations

La préparation des informations financières nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses relatives aux conditions futures. Outre les informations disponibles, l'établissement d'estimations comporte nécessairement une certaine part d'appréciation ; les résultats enregistrés à l'avenir peuvent différer de ceux qui ont été publiés de manière prévisionnelle. La Direction estime que parmi les principes comptables appliqués par HSBC France impliquant nécessairement un élément d'appréciation, les plus importants concernent les dépréciations pour créances douteuses, les dépréciations des écarts d'acquisition, l'évaluation des instruments financiers, les dépréciations des actifs financiers disponibles à la vente et les actifs d'impôts différés.

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2011 (suite)

De l'avis de la Direction, tous les ajustements nécessaires à une présentation fidèle du résultat net, de la situation financière et des flux de trésorerie de HSBC France au titre de la période présentée ont été pris en compte.

Les jugements significatifs apportés par la Direction lors de l'application des principes comptables du Groupe et les principales sources d'incertitudes dans les estimations étaient les mêmes que ceux relatifs aux états financiers clos au 31 décembre 2010.

---

### c Consolidation

Les états financiers semestriels consolidés résumés de HSBC France se composent des états financiers de HSBC France et de ses filiales. Les principes et méthodes de consolidation appliquées par HSBC France pour la consolidation de ses filiales sont décrites aux pages 96 et 97 du Document de référence 2010.

---

### d Évolution des principes comptables

Au 30 juin 2011, un certain nombre de normes, d'interprétations et d'amendements annexes ont été publiés par l'IASB ; ils ne sont pas d'application obligatoire pour la publication des comptes au 30 juin 2011.

#### **Normes et interprétations publiées par l'IASB mais non adoptées par l'Union européenne (UE)**

En novembre 2009, l'IASB a publié la norme IFRS 9 "Instruments financiers". L'IFRS 9 "Instruments financiers" introduit de nouvelles exigences applicables au classement et à la comptabilisation des actifs financiers. En octobre 2010, l'IASB a publié un complément à la norme IFRS 9 concernant les passifs financiers. Ceci marque la première étape du remplacement progressif par l'IASB de l'IAS 39 "Instruments financiers : comptabilisation et évaluation" par une norme plus simple et plus adaptée aux instruments financiers.

La norme devrait entrer en vigueur au titre des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, avec possibilité d'adoption anticipée avant cette date. L'IFRS 9 doit être appliquée de manière rétrospective. En cas d'adoption de la norme avant le 1<sup>er</sup> janvier 2012, l'entité ne sera pas tenue de retraiter l'information comparable de la période précédente. L'IFRS 9 est soumise à l'approbation de l'UE, dont la date n'a pas encore été fixée. En conséquence, le Groupe est dans l'incapacité de fournir un calendrier concernant l'application de l'IFRS 9.

Les principales modifications apportées aux exigences de l'IAS 39 sont décrites aux pages 98 et 99 du Document de référence 2010.

L'impact d'IFRS 9 pourrait changer en fonction de l'avancement du projet de l'IASB sur les instruments financiers. En conséquence, au 30 juin 2011, il est difficile de quantifier l'impact d'IFRS 9.

Le 12 mai 2011, l'IASB a publié les normes IFRS 10 « Etats financiers consolidés », IFRS 11 « Accords conjoints » et IFRS 12 « Informations à fournir sur les participations dans les autres entités ».

Sous réserve de leur adoption par l'UE, ces normes entreront en vigueur au titre des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, avec possibilité d'adoption anticipée avant cette date. Elles devront être appliquées de manière rétrospective.

Sous la norme IFRS 10 existera désormais un modèle unique de consolidation pour toutes les entités, avec un accent mis sur le contrôle de fait plutôt que sur le contrôle légal. De manière similaire, IFRS 11 se concentre sur les droits et obligations de l'accord conjoint plutôt que sur la forme légale et introduit le concept d'opération conjointe (« *joint operation* »). IFRS 12 présente les informations à fournir pour les filiales, les partenariats, les entreprises associées et définit de nouvelles demandes pour les participations dans les autres entités.

Compte tenu du caractère récent de la publication de ces normes, il n'a pas été possible de quantifier leur impact à la date de publication.

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2011 (suite)

Le 13 mai 2011, l'IASB a publié la norme IFRS 13 « Evaluation à la juste valeur ». Cette norme entrera en vigueur au titre des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, avec possibilité d'adoption anticipée avant cette date. IFRS 13 devra être appliquée de manière prospective à partir de la première clôture annuelle de sa date d'application. Les informations demandées par IFRS 13 ne seront pas présentées avec un comparatif pour les périodes antérieures à sa publication.

IFRS 13 établit dans un document unique les règles applicables à l'ensemble des évaluations à la juste valeur requises par les IAS/IFRS afin de réduire la complexité et d'améliorer la cohérence de l'information publiée.

La norme précise la définition de juste valeur comme étant un prix « auquel une transaction de cession d'un actif ou de transfert d'un passif serait réalisée entre des intervenants du marché dans des conditions normales de marché ».

Compte tenu du caractère récent de la publication de cette norme, il n'a pas été possible de quantifier l'impact d'IFRS 13 à la date de publication.

Cependant, compte tenu de l'importance de la juste valeur dans nos états financiers, nous nous attendons à un impact significatif de cette norme, quand bien même cet impact serait plutôt lié aux aspects opérationnels de la norme.

### 2 Principes comptables

Les principes comptables appliqués par HSBC France pour l'établissement de son rapport semestriel sont conformes à ceux décrits à la Note 2 des états financiers du Document de référence 2010 aux pages 99 à 111, complétés des éléments décrits en Note 1 - Base d'établissement.

### 3 Dividendes

#### Dividendes au titre de l'exercice 2011

Le Conseil d'Administration du 26 juillet 2011 a décidé la mise en paiement d'un acompte sur dividende au titre de l'exercice 2011 de 1,75 EUR par action. Ce dividende a été versé aux 67 437 820 actions en circulation à cette date, soit un montant global de 118 millions EUR. Le versement de l'acompte sur dividende est intervenu le 3 août 2011.

#### Dividendes au titre de l'exercice 2010

Le Conseil d'Administration du 27 juillet 2010 a décidé la mise en paiement d'un premier acompte sur dividende au titre de l'exercice 2010 de 5,85 EUR par action. Ce dividende a été versé aux 67 437 820 actions en circulation à cette date, soit un montant global de 394,5 millions EUR. Le versement de cet acompte sur dividende est intervenu le 28 juillet 2010.

Le Conseil d'Administration du 10 novembre 2010 a décidé la mise en paiement d'un second acompte sur dividende au titre de l'exercice 2010 de 4,82 EUR par action. Ce dividende a été versé aux 67 437 820 actions en circulation à cette date, soit un montant global de 325,1 millions EUR. Le versement de cet acompte sur dividende est intervenu le 10 novembre 2010.

Sur proposition du Conseil d'Administration du 15 février 2011, l'Assemblée Générale Ordinaire du 4 mai 2011 a décidé de ne pas distribuer de dividende complémentaire au titre de l'exercice 2010.

### 4 Bénéfice et dividende par action

	30 juin 2011	30 juin 2010	31 décembre 2010
<i>(en euros)</i>			
Bénéfice par action	<b>3,38</b>	6,17	6,73
Bénéfice par action après dilution	<b>3,38</b>	6,17	6,73
Dividende par action	<b>1,75</b>	5,85	10,67



## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2011 (suite)

Le bénéfice par action est calculé en divisant le résultat de 228 millions EUR par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, à l'exclusion des actions détenues par la Société, soit 67 437 820 actions (au 30 juin 2010, le bénéfice était de 416 millions EUR et le nombre moyen pondéré d'actions de 67 437 820 ; au 31 décembre 2010, le bénéfice était de 454 millions EUR et le nombre moyen pondéré d'actions de 67 437 820).

Le bénéfice par action après dilution est calculé en divisant le résultat, sans ajustement au titre de l'effet dilutif des actions ordinaires potentielles (y compris des options de souscription d'actions en circulation non encore exercées), par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation à l'exclusion des actions détenues par la Société, majoré du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires qui seraient émises en cas de conversion de la totalité des actions ordinaires potentielles à effet dilutif, soit 67 437 820 actions (au 30 juin 2010, 67 437 820 actions ; au 31 décembre 2010, 67 437 820 actions). Au 30 juin 2011, il n'y a plus d'options de souscription d'actions impactant le calcul du bénéfice par action après dilution.

### 5 Dépréciations pour risques de crédit

Les dépréciations pour risques de crédit comprennent :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Au 30 juin 2011</b>	Au 30 juin 2010	Au 31 décembre 2010
<b>Dépréciations évaluées individuellement</b>			
Dotations de l'exercice	<b>159</b>	158	258
(Reprises) de dépréciations disponibles	<b>(118)</b>	(93)	(126)
Récupérations sur créances amorties	-	(1)	(2)
Reprises de dépréciations utilisées	<b>24</b>	22	70
Pertes couvertes	<b>(24)</b>	(22)	(70)
	<b>41</b>	64	130
<b>Dépréciations évaluées collectivement</b>			
Dotations de l'exercice	<b>3</b>	1	2
(Reprises) de dépréciations	<b>(2)</b>	(11)	(12)
	<b>1</b>	(10)	(10)
<b>Total des pertes / (reprises) pour dépréciation</b>	<b>42</b>	54	120
- établissements de crédit	-	-	-
- clientèle	<b>42</b>	54	120
Autres dépréciations pour risques de crédit	-	-	1
Dotations aux dépréciations sur titres disponibles à la vente	-	-	1
<b>Coût du risque</b>	<b>42</b>	54	122
Part des pertes pour dépréciation en pourcentage des créances brutes sur la clientèle à la clôture <sup>1</sup>	<b>0,07%</b>	0,11 %	0,21 %
<b>Encours de la clientèle et établissements de crédit</b>			
Créances douteuses	<b>1 346</b>	1 329	1 398
Dépréciations individuelles	<b>674</b>	645	661
Créances brutes	<b>103 878</b>	90 204	96 021
<b>Taux de couverture des créances douteuses</b>	<b>50,07%</b>	48,53 %	47,28 %

1 Pourcentage non annualisé pour les arrêts du 30 juin.

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2011 (suite)

### Evolution des dépréciations pour l'ensemble de créances :

	Au 30 juin 2011		
	<i>Prêts évalués individuellement</i>	<i>Prêts évalués collectivement</i>	<i>Total</i>
<i>(en millions d'euros)</i>			
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>(661)</b>	<b>(68)</b>	<b>(729)</b>
Reprises de dépréciations utilisées	24	-	24
Reprises de dépréciations disponibles	118	2	120
(Dotations) de l'exercice	(159)	(3)	(162)
Variations de change et autres mouvements	4	-	4
<b>Au 30 juin</b>	<b>(674)</b>	<b>(69)</b>	<b>(743)</b>

	Au 30 juin 2010		
	<i>Prêts évalués individuellement</i>	<i>Prêts évalués collectivement</i>	<i>Total</i>
<i>(en millions d'euros)</i>			
Au 1 <sup>er</sup> janvier	(604)	(78)	(682)
Reprises de dépréciations utilisées	22	-	22
Reprises de dépréciations disponibles	93	11	104
(Dotations) de l'exercice	(158)	(1)	(159)
Variations de change et autres mouvements	2	-	2
Au 30 juin	(645)	(68)	(713)

	Au 31 décembre 2010		
	<i>Prêts évalués individuellement</i>	<i>Prêts évalués collectivement</i>	<i>Total</i>
<i>(en millions d'euros)</i>			
Au 1 <sup>er</sup> janvier	(604)	(78)	(682)
Reprises de dépréciations utilisées	70	-	70
Reprises de dépréciations disponibles	126	12	138
(Dotations) de l'exercice	(258)	(2)	(260)
Variations de change et autres mouvements	5	-	5
Au 31 décembre	(661)	(68)	(729)

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2011 (suite)

### 6 Juste valeur des instruments financiers

Les méthodes de détermination des justes valeurs des instruments financiers sont décrites dans le Document de référence 2010 dans les sections relatives aux principes et méthodes comptables aux pages 98 à 111 et dans la Note 28 en pages 143 à 149.

Le tableau ci-dessous présente une synthèse des éléments à partir desquels les actifs et passifs financiers sont valorisés à leur juste valeur dans les états financiers consolidés.

(en millions d'euros)	Techniques d'évaluation:			Total contre- parties	Montants avec des entités du Groupe HSBC	Total
	Level 1 - cotation de marché	Level 2 -	Level 3 -			
		utilisation de données de marché observables	utilisation de données de marché non- observables			
<b>Au 30 juin 2011</b>						
<b>Actifs</b>						
Portefeuille de transaction	57 067	1 448	-	58 515	5 984	64 499
Actifs financiers sous option juste valeur	-	577	-	577	5	582
Instruments dérivés	3	32 922	22	32 947	14 197	47 144
Titres disponibles à la vente	3 078	613	116 <sup>1</sup>	3 807	170	3 977
<b>Passifs</b>						
Portefeuille de transaction	44 052	1 355	-	45 407	3 389	48 796
Passifs financiers sous option juste valeur	-	5 562	-	5 562	-	5 562
Instruments dérivés	1	30 127	29	30 157	16 410	46 567
Au 30 juin 2010						
<b>Actifs</b>						
Portefeuille de transaction	57 632	993	-	58 625	6 380	65 005
Actifs financiers sous option juste valeur	-	608	-	608	4	612
Instruments dérivés	3	54 691	8	54 702	20 410	75 112
Titres disponibles à la vente	2 351	742	98 <sup>1</sup>	3 191	170	3 361
<b>Passifs</b>						
Portefeuille de transaction	39 305	1 855	-	41 160	3 460	44 620
Passifs financiers sous option juste valeur	-	5 696	-	5 696	-	5 696
Instruments dérivés	3	50 807	8	50 818	23 740	74 558
Au 31 décembre 2010						
<b>Actifs</b>						
Portefeuille de transaction	48 211	783	-	48 994	4 985	53 979
Actifs financiers sous option juste valeur	-	591	-	591	4	595
Instruments dérivés	3	38 498	2	38 503	15 113	53 616
Titres disponibles à la vente	1 822	487	109 <sup>1</sup>	2 418	170	2 588
<b>Passifs</b>						
Portefeuille de transaction	39 766	1 698	-	41 464	1 306	42 770
Passifs financiers sous option juste valeur	-	5 616	-	5 616	-	5 616
Instruments dérivés	6	35 115	34	35 155	18 192	53 347

1 Reclassement des titres « Private Equity » de l'entité Valeurs Mobilières Elysées ; précédemment déclarés en level 2.

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2011 (suite)

Le tableau ci-dessous présente la juste valeur des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur au bilan. La valeur comptable de tous les autres instruments financiers est égale à leur juste valeur :

	30 juin 2011		30 juin 2010		31 décembre 2010	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
<i>(en millions d'euros)</i>						
<b>Actif</b>						
Prêts et créances sur les établissements de crédit	42 207	42 210	39 435	39 440	37 346	37 352
Prêts et créances sur la clientèle	60 928	60 738	50 056	49 503	57 945	58 231
<b>Passif</b>						
Dettes envers les établissements de crédit	30 336	30 335	39 452	39 452	36 861	36 861
Comptes créditeurs de la clientèle	70 062	70 071	56 538	56 557	49 194	49 209
Dettes représentées par un titre	13 354	13 434	15 541	15 603	14 285	14 349
Dettes subordonnées	166	168	166	169	166	168

### Analyse des titres adossés à des actifs (ABS - Asset Backed Securities)

Le tableau ci-dessous montre l'exposition du groupe au risque de marché sur les ABS.

	30 juin 2011				30 juin 2010			
	CDS		CDS		CDS		CDS	
<i>(en millions d'euros)</i>	Exposition brute <sup>2</sup>	protection brute <sup>3</sup>	Exposition nette <sup>4</sup>	Valeur comptable <sup>5</sup>	Exposition brute <sup>2</sup>	protection brute <sup>3</sup>	Exposition nette <sup>4</sup>	Valeur comptable <sup>5</sup>
- Qualité Supérieure <sup>1</sup>	478	-	478	465	259	-	259	231
- Notation de C à A	21	-	21	17	38	-	38	27
- Non notés	10	-	10	10	4	-	4	4
<b>Total ABS</b>	<b>508</b>		<b>508</b>	<b>492</b>	<b>301</b>		<b>301</b>	<b>262</b>
Dont :								
- Prêts et créances à la clientèle <sup>6</sup>	275	-	275	275	-	-	-	-
- Titres disponibles à la vente	233	-	233	217	301	-	301	262

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2011 (suite)

(en millions d'euros)	31 décembre 2010			
	CDS		Exposition nette <sup>4</sup>	Valeur comptable <sup>5</sup>
	Exposition brute <sup>2</sup>	protection brute <sup>3</sup>		
- Qualité Supérieure <sup>1</sup>	507	-	507	488
- Notation de C à A	26	-	26	19
- Non notés	4	-	4	4
<b>Total ABS</b>	<b>536</b>	<b>-</b>	<b>536</b>	<b>511</b>
Dont :				
- Prêts et créances à la clientèle <sup>6</sup>	275	-	275	275
- Titres disponibles à la vente	261	-	261	236

1 Actifs notés AA ou AAA.

2 L'exposition brute est le montant du remboursement à échéance ou, dans le cas d'un instrument amortissable, la somme des remboursements futurs sur la durée résiduelle du titre.

3 Un CDS est un swap de défaut de contrepartie. "CDS protection brute" est l'exposition brute des instruments sous-jacents couverts par des CDS.

4 L'exposition nette correspond à l'exposition brute des titres non couverts par des CDS. Elle comprend les actifs qui bénéficient d'une protection monoline, sauf quand cette protection est achetée avec un CDS.

5 Valeur comptable de l'exposition nette.

6 ABS détenus par HSBC Trinkhaus Gesellschaft für Kapitalmarketinvestments OHG. HSBC Trinkhaus gesellschaft für Kapitalmarketinvestments OHG est une partnership créée en 2010 et détenue à 90 % par le groupe HSBC France, dont l'objet est d'investir dans des parts de véhicules de titrisation arrangés par le Groupe HSBC et composées pour l'essentiel d'actifs de cédants allemands.

## 7 Gestion des risques

Toutes les activités du groupe HSBC France impliquent l'analyse, l'évaluation, l'acceptation et la gestion d'un certain niveau de risque ou d'une combinaison de différents types de risques.

Les risques les plus importants liés aux instruments financiers sont le risque de crédit (qui recouvre les risques pays et les risques frontaliers), le risque de liquidité et les risques de marché. La gestion de ces risques est présentée dans le Document de référence 2010 aux pages 60 à 87.

Les facteurs de risques et d'incertitudes pour HSBC France n'ont pas subi d'évolution significative par rapport à la situation décrite dans le Document de référence établi au 31 décembre 2010. En outre, il n'est pas, à ce jour, anticipé d'évolution majeure sur les 6 mois à venir.

Seuls les changements significatifs dans la gestion des risques ainsi que les éléments significatifs sont présentés ci-après.

### Gestion des risques de crédit

La qualité du crédit des instruments financiers est en ligne avec celle publiée dans le Document de référence 2010 aux pages 60 à 65 et 154 à 162.

#### Qualité du crédit des instruments financiers

Les portefeuilles de prêts, d'obligations et de dérivés du groupe sont ainsi classés dans le tableau ci-après selon cinq catégories de qualité du crédit. Chacune de ces catégories se subdivise elle-même en sections plus fines correspondant à une note de crédit interne attribuée aux prêts à la grande clientèle, aux prêts aux particuliers, ainsi qu'au rating de la dette par les agences de notation externes.

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2011 (suite)

### Classement par qualité du crédit

	<i>Prêts à la grande clientèle et dérivés</i>	<i>Prêts aux particuliers</i>	<i>Obligations / autres</i>
Strong	CRR 1 à CRR 2	EL 1 à EL 2	A- et supérieur
Good	CRR 3	EL 3	BBB+ à BBB-
Satisfactory	CRR 4 à CRR 5	EL 4 à EL 5	BB+ à B+ et non noté
Sub-Standard	CRR 6 à CRR 8	EL 6 à EL 8	B et inférieur
Créances douteuses et contentieuses	CRR 9 à CRR 10	EL 9 à EL 10	Douteux

### Définitions des cinq catégories de notation

“Strong” : très bonne capacité à honorer les engagements financiers, avec une probabilité de défaillance faible ou négligeable et/ou de faibles niveaux de pertes attendues. Comptes de particuliers fonctionnant conformément aux critères fixés pour chaque produit, les anomalies n’étant qu’exceptionnelles.

“Good” : expositions impliquant un suivi plus important, avec une bonne capacité en terme de respect de leurs engagements financiers et un risque de défaillance faible. Comptes de particuliers ne présentant que de courtes périodes d’anomalie de fonctionnement ; les pertes attendues sont mineures après mise en œuvre du processus de recouvrement.

“Satisfactory” expositions impliquant un suivi plus important, avec une capacité satisfaisante en terme de respect de leurs engagements financiers et un risque de défaillance modéré. Comptes de particuliers ne présentant que de courtes périodes d’anomalie de fonctionnement ; les pertes attendues sont mineures après mise en œuvre du processus de recouvrement.

“Sub-standard” : expositions nécessitant, à des degrés divers, des contrôles renforcés ; le risque de défaillance est plus important. Comptes de particuliers présentant des périodes plus longues d’impayés pouvant aller jusqu’à 90 jours ; les pertes attendues sont plus importantes en raison d’une moindre capacité à atténuer les risques moyennant la réalisation des sûretés ou autres procédures de recouvrement.

“Créances douteuses et contentieuses” : expositions jugées, individuellement ou collectivement, douteuses. Le groupe considère toutes les créances de particuliers restées impayées pendant 90 jours ou plus comme douteuses. Ces comptes peuvent se situer dans n’importe quelle catégorie de perte attendue, sachant que dans les catégories de qualité supérieure, le classement reflétera la possibilité de compenser l’impayé par des mesures d’atténuation du risque de crédit sous une forme ou sous une autre.

Des détails complémentaires sur le classement par qualité du crédit sont fournis dans le Document de référence 2010 en page 158.

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2011 (suite)

		30 juin 2011							
		<i>Créances saines</i>				<i>Créances saines en impayées</i>	<i>Créances douteuses et contentieuses</i>	<i>Dépréciations</i>	<i>Total</i>
<i>(en millions d'euros)</i>		<i>Strong</i>	<i>Good</i>	<i>Satisfactory</i>	<i>Sub-standard</i>				
<b>Caisse, banques centrales et CCP</b>		280	-	-	-	-	-	-	280
<b>Comptes d'encaissement</b>		895	-	-	-	-	-	-	895
<b>Portefeuille de transaction actif</b>		58 761	1 524	4 203	11	-	-	-	64 499
Effets publics et valeurs assimilées, obligations et autres titres à revenu fixe		45 639	942	1 184	-	-	-	-	47 765
Prêts et créances sur les établissements de crédit		12 262	537	129	11	-	-	-	12 939
Prêts et créances sur la clientèle		860	45	2 890	-	-	-	-	3 795
<b>Actifs sous option juste valeur</b>		582	-	-	-	-	-	-	582
Effets publics et valeurs assimilées, obligations et autres titres à revenu fixe		5	-	-	-	-	-	-	5
Prêts et créances sur les établissements de crédit		-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle		577	-	-	-	-	-	-	577
<b>Instruments dérivés</b>		42 158	3 886	1 050	50	-	-	-	47 144
<b>Prêts et créances au coût</b>		80 435	13 005	7 774	835	483	1 346	(743)	103 135
Prêts et créances sur les établissements de crédit		40 685	1 206	309	7	-	-	-	42 207
Prêts et créances sur la clientèle		39 750	11 799	7 465	828	483	1 346	(743)	60 928
<b>Investissements financiers</b>		3 330	23	120	13	-	-	-	3 486
Effets publics et valeurs assimilées, obligations et autres titres à revenu fixe		3 330	23	120	13	-	-	-	3 486
<b>Autres actifs</b>		27	-	2 737	-	-	-	-	2 764
Avals et endos		-	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs		27	-	2 737	-	-	-	-	2 764
<b>Total</b>		186 468	18 438	15 884	909	483	1 346	(743)	222 785

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2011 (suite)

30 juin 2010

(en millions d'euros)	Créances saines				Créances saines en impayées	Créances douteuses et contentieuses	Dépréciations	Total
	Strong	Good	Satisfactory	Sub-standard				
Caisse, banques centrales et CCP	7 951	-	-	-	-	-	-	7 951
Comptes d'encaissement	941	-	-	-	-	-	-	941
Portefeuille de transaction actif	58 086	1 847	5 050	22	-	-	-	65 005
Effets publics et valeurs assimilées, obligations et autres titres à revenu fixe	45 395	874	255	-	-	-	-	46 524
Prêts et créances sur les établissements de crédit	11 857	959	693	22	-	-	-	13 531
Prêts et créances sur la clientèle	834	14	4 102	-	-	-	-	4 950
Actifs sous option juste valeur	612	-	-	-	-	-	-	612
Effets publics et valeurs assimilées, obligations et autres titres à revenu fixe	5	-	-	-	-	-	-	5
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	607	-	-	-	-	-	-	607
Instruments dérivés	54 766	17 009	3 189	148	-	-	-	75 112
Prêts et créances au coût	61 748	15 201	10 537	883	506	1 329	(713)	89 491
Prêts et créances sur les établissements de crédit	33 002	3 388	3 038	7	-	-	-	39 435
Prêts et créances sur la clientèle	28 746	11 813	7 499	876	506	1 329	(713)	50 056
Investissements financiers	2 678	55	106	-	-	-	-	2 839
Effets publics et valeurs assimilées, obligations et autres titres à revenu fixe	2 678	55	106	-	-	-	-	2 839
Autres actifs	11	-	1 876	-	-	-	-	1 887
Avals et endos	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs	11	-	1 876	-	-	-	-	1 887
Total	186 793	34 112	20 758	1 053	506	1 329	(713)	243 838



Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2011 (suite)

(en millions d'euros)	31 décembre 2010							Total
	Créances saines				Créances saines en impayées	Créances douteuses et contentieuses	Dépréciations	
	Strong	Good	Satisfactory	Sub-standard				
Caisse, banques centrales et CCP	980	-	-	-	-	-	-	980
Comptes d'encaissement	944	-	-	-	-	-	-	944
Portefeuille de transaction actif	50 762	1 162	2 043	12	-	-	-	53 979
Effets publics et valeurs assimilées, obligations et autres titres à revenu fixe	41 384	647	529	-	-	-	-	42 560
Prêts et créances sur les établissements de crédit	8 781	460	217	12	-	-	-	9 470
Prêts et créances sur la clientèle	597	55	1 297	-	-	-	-	1 949
Actifs sous option juste valeur	595	-	-	-	-	-	-	595
Effets publics et valeurs assimilées, obligations et autres titres à revenu fixe	5	-	-	-	-	-	-	5
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	590	-	-	-	-	-	-	590
Instruments dérivés	44 441	7 398	1 698	79	-	-	-	53 616
Prêts et créances au coût	73 223	11 678	8 440	797	484	1 398	(729)	95 291
Prêts et créances sur les établissements de crédit	36 085	1 148	103	10	-	-	-	37 346
Prêts et créances sur la clientèle	37 138	10 530	8 337	787	484	1 398	(729)	57 945
Investissements financiers	1 875	54	124	-	-	-	-	2 053
Effets publics et valeurs assimilées, obligations et autres titres à revenu fixe	1 875	54	124	-	-	-	-	2 053
Autres actifs	47	-	1 804	-	-	-	-	1 851
Avals et endos	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs	47	-	1 804	-	-	-	-	1 851
Total	176 617	17 295	13 388	856	484	1 398	(729)	209 309

*Compensation des produits dérivés et opérations de pensions*

Compte tenu des règles de compensation imposées par l'IAS 32 sur les actifs et passifs financiers du groupe, la juste valeur des dérivés n'a pas été compensée à hauteur de 42 milliards EUR au 30 juin 2011 (68 milliards EUR au 30 juin 2010 et 48 milliards EUR au 31 décembre 2010).

De même, la juste valeur des opérations de pension n'a pas été compensée à hauteur de 10 milliards EUR au 30 juin 2011 (13 milliards EUR au 30 juin 2010 et 13 milliards EUR au 31 décembre 2010).

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2011 (suite)

(en millions d'euros)	30 juin 2011			30 juin 2010			31 décembre 2010		
	<i>Montants pouvant</i>			<i>Montants pouvant</i>			<i>Montants pouvant</i>		
	<i>Valeur nette comptable</i>	<i>juridiquement compensés<sup>1</sup></i>	<i>Risque de crédit net total</i>	<i>Valeur nette comptable</i>	<i>juridiquement compensés<sup>1</sup></i>	<i>Risque de crédit net total</i>	<i>Valeur nette comptable</i>	<i>juridiquement compensés<sup>1</sup></i>	<i>Risque de crédit net total</i>
<b>Produits dérivés</b>	<b>47 144</b>	<b>(42 330)</b>	<b>4 814</b>	75 112	(68 190)	6 922	53 616	(48 234)	5 382
<b>Opérations de pension<sup>2</sup></b>	<b>65 612</b>	<b>(10 377)</b>	<b>52 235</b>	52 215	(13 178)	39 037	58 369	(12 562)	45 807

1 Par des opérations de même nature envers les mêmes contreparties.

2 Opérations de pension avec des contreparties interbancaires et clientèle.

### Evaluation des dépréciations

La Direction évalue régulièrement l'adéquation du niveau des dépréciations sur créances douteuses grâce à un examen détaillé du portefeuille de prêts, à une comparaison entre les statistiques de défaillance et de défaut de paiement et les données historiques et à une estimation de l'impact de la conjoncture économique actuelle.

Il existe deux types de dépréciations sur créances – celles évaluées individuellement et celles évaluées collectivement – présentés dans la Note 2 g du Document de référence 2010 (pages 101 et 102).

### L'exposition aux pays de la Zone euro

Comme cela est expliqué plus en détail à la page 32 de ce document, HSBC France *Global Markets* intervient comme teneur de marché et Spécialiste en Valeurs du Trésor (SVT) pour le Groupe HSBC sur la dette souveraine des pays de la Zone euro. Au premier semestre 2011, HSBC France a continué de gérer étroitement ses expositions et d'actualiser régulièrement son évaluation des pays à risque afin d'ajuster en conséquence son appétit pour le risque.

La Zone euro dans son ensemble a conservé un bon dynamisme économique et une situation financière solide et a montré des signes positifs de reprise économique au premier semestre 2011, malgré les pressions engendrées par la crise financière.

Cependant, le transfert de certaines dettes du secteur privé aux Etats, entamé après la crise financière de 2007, a continué de peser sur les bilans des Etats. Le déficit budgétaire en résultant dans certains pays industrialisés a accentué les inquiétudes des marchés quant au risque de crédit souverain de ces pays.

Au premier semestre 2011, la Zone euro a connu des périodes de forte volatilité des marchés liée à la situation de certains emprunteurs souverains, notamment la Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Italie et l'Espagne. Les *spreads* des émetteurs souverains sont restés tendus et leurs difficultés à faire appel aux marchés ont finalement conduit le Portugal à se joindre début avril 2011 à la Grèce et à l'Irlande pour obtenir un sauvetage financier de 78 milliards EUR provenant du Fonds Européen de Stabilité Financière (FESF) et du Fonds Monétaire International (FMI). L'instabilité politique en Grèce, en Irlande et au Portugal a exacerbé les tensions et les principales agences de notation de crédit ont abaissé la note de ces trois pays pendant la période. Malgré les progrès accomplis par l'Italie et l'Espagne dans la mise en œuvre d'ajustements budgétaires et de réformes bancaires, leurs *spreads* de crédit sont restés volatils.

Le tableau ci-joint récapitule les expositions du groupe à certains pays de la Zone euro, sur les titres des Etats et des banques centrales, de même que sur ceux des administrations publiques (« Agenciers »).

Les pays présentés ont été choisis parce qu'au cours de la période considérée, ils affichaient des niveaux de volatilité des marchés qui dépassaient ceux des autres pays de la Zone euro et ont été soumis à des incertitudes sur le plan budgétaire ou politique susceptibles de persister pendant le second semestre 2011. Par ailleurs, certains de ces pays présentent des ratios élevés de la dette souveraine par rapport au PIB et leurs dettes sont concentrées sur des échéances moyennes et courtes.

**Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2011** (suite)*Expositions à certains pays de la Zone euro : titres souverains et des administrations publiques*

<b>Au 30 juin 2011</b> (en millions d'euros)	<b>Grèce</b>	<b>Irlande</b>	<b>Italie</b>	<b>Portugal</b>	<b>Espagne</b>	<b>Total</b>
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	-	-	-	-	-	-
Actifs détenus au coût amorti	-	-	-	-	-	-
Titres de placement	-	-	<b>321</b>	-	-	<b>321</b>
Actifs nets détenus à des fins de transaction <sup>1</sup>	<b>53</b>	<b>117</b>	<b>1 631</b>	<b>117</b>	<b>200</b>	<b>2 118</b>
Dérivés <sup>2</sup> .	-	-	-	<b>1</b>	<b>88</b>	<b>89</b>
<b>Total</b>	<b>53</b>	<b>117</b>	<b>1 952</b>	<b>118</b>	<b>288</b>	<b>2 528</b>
Expositions hors bilan	-	-	-	-	<b>500</b>	<b>500</b>

1 Actifs détenus à des fins de transaction nets des positions vendeuses.

2 Actifs financiers dérivés nets des « Cash Collatéraux » et des montants pouvant être juridiquement compensés.

Au premier semestre 2011, le Groupe HSBC a décidé de déprécier les titres souverains et détenus sur les administrations publiques classés comme actifs financiers disponibles à la vente, en raison de la poursuite de la détérioration de la situation budgétaire de la Grèce et des mesures de soutien annoncées récemment. Les expositions à la dette souveraine de l'Irlande, du Portugal, de l'Italie et de l'Espagne ne sont pas dépréciées au 30 juin 2011. En effet, malgré les difficultés financières que connaissent ces pays, leur situation n'est pas suffisamment préoccupante pour conclure que des événements générateurs de perte seraient survenus et auraient un impact sur les flux de trésorerie futurs des titres souverains détenus sur ces pays.

Au sein du groupe HSBC France, une grande majorité des expositions à la dette souveraine est classée dans la catégorie « Portefeuille de transaction » et le groupe n'est pas exposé aux emprunts souverains grecs classés dans la catégorie des « Actifs financiers disponibles à la vente ». Néanmoins, HSBC en France détient, via ses activités assurances, des expositions limitées classées comme actifs financiers disponibles à la vente : une dépréciation de 10 millions EUR a été constatée au cours du premier semestre 2011, représentant la moins-value latente sur ces titres au 30 juin 2011, mais sans représenter nécessairement l'anticipation d'une perte provenant des flux de trésorerie futurs. Le coût net de cette dépréciation est par ailleurs limité par le mécanisme d'imputation aux assurés (à hauteur de 97 %).

**Gestion de la liquidité et du financement**

La gestion de la liquidité et du financement n'a pas évolué de façon significative par rapport à la description faite dans le Document de référence 2010 (pages 70 à 74).

*Dette moyen et long terme*

L'encours de la dette moyen et long terme, c'est-à-dire avec une maturité supérieure à 1 an à l'émission, est de 15,5 milliards EUR au 30 juin 2011, en hausse légère par rapport au 31 décembre 2010 (15,2 milliards EUR).

Les émissions de dette moyen-long terme du premier semestre 2011 sont de 1,7 milliard EUR :

- 0,5 milliard EUR d'émissions intragroupe,
- 1,2 milliard EUR d'émissions à destination d'investisseurs privés.

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2011 (suite)

### Certificats de dépôt

Le profil de maturité des certificats de dépôts est indiqué ci-dessous :

(en millions d'euros)	30 juin 2011	30 juin 2010	31 décembre 2010
Maturité			
inférieure à un mois	1 930	3 577	4 085
entre 1 et 2 mois	1 220	2 555	1 433
entre 2 et 3 mois	842	897	455
à plus de 3 mois	1 512	1 110	976
<b>Total</b>	<b>5 504</b>	<b>8 139</b>	<b>6 949</b>

### Ratio réglementaire

HSBC France respecte le coefficient réglementaire de liquidité imposé par la Banque de France sous la supervision de l'Autorité de contrôle prudentiel en conservant au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2011 un ratio largement supérieur à 100 %. Le coefficient réglementaire de liquidité, qui mesure l'impasse potentielle de liquidité à un mois, s'est établi en moyenne sur le premier semestre 2011 à 119,07 % pour HSBC France sur base individuelle.

### Gestion des risques de marché

La surveillance des risques de marché a pour objectif de gérer et de contrôler les expositions au risque de marché afin d'optimiser le retour sur risque, tout en conservant un profil de marché cohérent avec le statut du Groupe en tant qu'établissement financier de premier plan et intervenant majeur en matière de produits et services financiers.

La gestion des risques de marché n'a pas évolué de façon significative par rapport à la description faite dans le Document de référence 2010 (pages 65 à 68).

### Les outils du contrôle permanent des risques de marchés

#### La Value at Risk

L'un des principaux outils utilisés par le Groupe pour suivre et limiter son exposition au risque de marché est la Value at Risk (ci-après "la VaR"). HSBC France s'est doté d'un modèle interne pour calculer la VaR.

La VaR est une technique qui permet d'évaluer les pertes potentielles encourues sur les positions de risque, du fait de variations de taux et de cours de marché à un horizon de temps déterminé et pour un niveau de probabilité donné (99 % dans le cas du Groupe). HSBC France calcule la VaR chaque jour. Le modèle de VaR utilisé par HSBC France, à l'instar du Groupe, se fonde sur des simulations historiques.

Le modèle de simulation historique définit des scénarios futurs plausibles à partir de séries temporelles de taux de marché, en tenant compte des interrelations entre les différents marchés et taux, telles que les liens entre les taux d'intérêt et les taux de change, par exemple. Les variations potentielles de cours de marché sont calculées à partir des données de marché des deux années précédentes. Le modèle interne de HSBC France a été revalidé par la Commission bancaire en 2007 pour les calculs réglementaires des exigences de fonds propres. Depuis janvier 2007, HSBC France calcule la perte potentielle maximale à un horizon de 1 jour.

Bien qu'elle constitue une mesure utile du risque, la VaR doit être appréciée au regard de ses limites. A titre d'illustration :

- l'utilisation de données historiques comme substitut pour estimer les événements futurs peut ne pas capturer tous les événements potentiels, en particulier ceux qui sont extrêmes par nature ;
- le choix d'un horizon de 1 jour suppose que toutes les positions peuvent être soit liquidées, soit couvertes en l'espace d'une journée. Il est possible que cette méthode ne permette pas de prendre suffisamment en compte le risque de marché en période de liquidité très réduite qui n'autoriserait pas la liquidation ou la couverture de l'intégralité des positions en l'espace d'une seule journée ;

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2011 (suite)

- par définition, le niveau de probabilité de 99 % ne permet pas de prendre en compte les pertes au-delà de ce niveau de probabilité ; et
- la VaR est calculée sur la base d'expositions courantes à la clôture de l'activité et ne reflète par conséquent pas forcément les expositions en cours de séance.

Conscient des limites de ce modèle, HSBC France remédie à ces lacunes en instituant des limites de sensibilité. Des scénarios de stress sont en outre appliqués tant aux portefeuilles individuels qu'aux positions consolidées de HSBC France. Ces scénarios de stress sont définis par un groupe de spécialistes à Paris (responsables de marché, contrôleurs) selon les règles et pratiques du Groupe.

La VaR capture les facteurs de risques classiques directement observables au quotidien : change, taux d'intérêts, cours des actions, etc., mais ne prend pas en compte les variations potentielles de paramètres plus exotiques tels que les corrélations, les risques de bases, les paramètres de retour à la moyenne, les anticipations de dividendes futures, etc. Ainsi, HSBC France calcule depuis le 31 décembre 2007 une VaR complémentaire (VaR Add-On) au titre des facteurs de risques exotiques.

La VaR 1 jour des Marchés, à la fois sur les opérations de marché et de gestion du risque structurel de taux, s'élevait à :

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>VaR 1 jour sans périmètre Add-On</i>	<i>VaRAdd-On</i>
<b>Au 30 juin 2011</b>	<b>32,07</b>	<b>5,52</b>
Au 31 décembre 2010	25,33	6,13

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>VaR 1 jour sans périmètre Add-On</i>			<i>VaR Add-On</i>		
	<i>Moyenne</i>	<i>Minimum</i>	<i>Maximum</i>	<i>Moyenne</i>	<i>Minimum</i>	<i>Maximum</i>
<b>Au 30 juin 2011</b>	<b>26,45</b>	<b>14,51</b>	<b>41,47</b>	<b>6,06</b>	<b>5,22</b>	<b>6,95</b>
Au 31 décembre 2010	18,88	13,19	26,35	5,79	4,06	8,36

### Back-testing

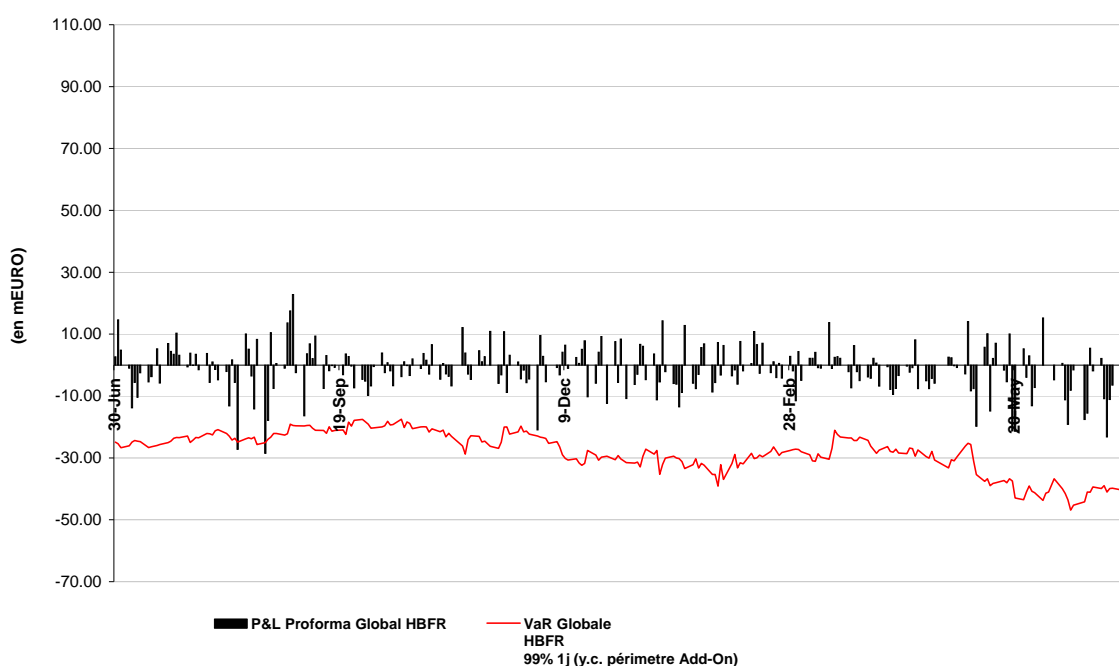
Ce processus de contrôle a posteriori du modèle est effectué sur la base de VaR 99 % 1 jour comparée à des résultats quotidiens "pro forma" déterminés à partir des variations des prix de marché à positions inchangées. Cet exercice est réalisé à J + 2, par activité et sur l'ensemble des positions de marché de HSBC France.

Il permet de valider le modèle utilisé en s'assurant que, dans 99 % des cas, le résultat effectivement constaté est inférieur, en valeur absolue, à la VaR 1 jour calculée.

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2011 (suite)

### Back-testing pro forma juin 2010 – juin 2011

(en millions d'euros)



Au 30 juin 2011, HSBC France a enregistré 2 dépassements de back-testing sur une période d'un an glissant.

#### *Juste valeur et contrôles de vérification des cours*

Le Groupe a pour politique de soumettre à des tests indépendants à l'échelle du Groupe les processus d'évaluation et de vérification de cours concernant les instruments financiers inscrits au bilan à leur juste valeur. Les instruments financiers comptabilisés à leur juste valeur comprennent notamment les actifs du portefeuille de négociation, les instruments financiers sous option juste valeur, les obligations liées aux ventes de titres à découvert, l'ensemble des instruments financiers dérivés et les titres de placement.

Le calcul des justes valeurs constitue par conséquent un élément important des remontées d'informations relatives aux activités de marchés du Groupe.

Toutes les politiques significatives en matière d'évaluation et toute modification de ces politiques doivent être approuvées par la Direction Financière. Les normes internes de remontées d'informations mises en œuvre par le Groupe exigent que les services de Contrôle financier du Groupe soient indépendants des activités de prises de risques, les services financiers étant chargés en dernier ressort de déterminer les justes valeurs figurant dans les états financiers et de s'assurer du respect des politiques de Groupe et de l'observation des normes comptables afférentes.

#### *Opérations de marché*

Le risque de marché inhérent au portefeuille d'opérations de marché est suivi et contrôlé, tant au niveau du portefeuille que des positions, grâce à l'utilisation de techniques complémentaires, telles que la VaR et la valeur actuelle d'un point de base, assorties de tests de stress et de sensibilité et de plafonds de concentration. Ces méthodologies permettent de quantifier l'impact de mouvements de marché donnés sur les capitaux.

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2011 (suite)

Les autres dispositifs de contrôle consistent à limiter les opérations individuelles de négociation à une liste d'instruments autorisés fixée par le département *Wholesale & Market Risk* et à mettre en œuvre des procédures drastiques d'approbation des nouveaux produits. La négociation de produits dérivés complexes est notamment concentrée à des niveaux appropriés d'expertise produit et soumise à des systèmes de contrôle stricts.

La politique de HSBC France en matière de couverture consiste à gérer le risque économique de la façon la plus appropriée, sans s'inquiéter de savoir si une comptabilité de couverture pourra être appliquée, dans le cadre des limites concernant la volatilité potentielle des résultats publiés. La ventilation de la VaR des opérations de marché est présentée ci-après par type de risque, par positions prises avec intention de négociation et par positions prises sans intention de négociation (non significatives au niveau de HSBC France) :

### VaR Trading des opérations de marché par type de risque

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>Change</i>	<i>Taux d'intérêt</i>	<i>Action</i>	<i>Total</i>
<b>Au 30 juin 2011</b>	<b>0,04</b>	<b>28,24</b>	-	<b>28,25</b>
Au 31 décembre 2010	0,09	24,07	0,02	24,11
Moyenne				
<b>Au 30 juin 2011</b>	<b>0,08</b>	<b>25,54</b>	<b>0,02</b>	<b>25,53</b>
Au 31 décembre 2010	0,10	18,81	0,12	18,78
Minimum				
<b>Au 30 juin 2011</b>	<b>0,01</b>	<b>13,53</b>	-	<b>13,55</b>
Au 31 décembre 2010	0,01	12,18	0,005	12,33
Maximum				
<b>Au 30 juin 2011</b>	<b>0,24</b>	<b>40,25</b>	<b>0,08</b>	<b>40,26</b>
Au 31 décembre 2010	0,38	26,97	0,50	26,99

### Positions prises avec intention de négociation – VaR par type de risque

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>Change</i>	<i>Taux d'intérêt</i>	<i>Action</i>	<i>Total</i>
<b>Au 30 juin 2011</b>	<b>0,04</b>	<b>28,96</b>	-	<b>26,6</b>
Au 31 décembre 2010	0,09	24,43	0,02	21,99
Moyenne				
<b>Au 30 juin 2011</b>	<b>0,08</b>	<b>25,68</b>	<b>0,02</b>	<b>23,64</b>
Au 31 décembre 2010	0,10	18,74	0,12	17,36
Minimum				
<b>Au 30 juin 2011</b>	<b>0,01</b>	<b>15,32</b>	-	<b>11,11</b>
Au 31 décembre 2010	0,01	12,75	0,005	11,55
Maximum				
<b>Au 30 juin 2011</b>	<b>0,24</b>	<b>41,17</b>	<b>0,08</b>	<b>38,65</b>
Au 31 décembre 2010	0,38	26,09	0,50	24,22

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2011 (suite)

### Positions prises sans intention de négociation – VaR par type de risque

(en millions d'euros)

	Change	Taux d'intérêt	Action	Total
<b>Au 30 juin 2011</b>	-	<b>1,65</b>	-	<b>1,65</b>
Au 31 décembre 2010	-	2,12	-	2,12
Moyenne				
<b>Au 30 juin 2011</b>	-	<b>1,88</b>	-	<b>1,88</b>
Au 31 décembre 2010	-	1,42	-	1,42
Minimum				
<b>Au 30 juin 2011</b>	-	-	-	-
Au 31 décembre 2010	-	0,78	-	0,78
Maximum				
<b>Au 30 juin 2011</b>	-	<b>3,14</b>	-	<b>3,14</b>
Au 31 décembre 2010	-	2,77	-	2,77

### Analyse de la sensibilité

Au 30 juin 2011, les activités de marchés de HSBC France sont surtout exposées au risque de taux : en directionnel, en pente et en *spread* (c'est-à-dire en écart relatif) sur les différentes courbes de *swaps* et de titres, dénommés en EUR, de la Zone euro, que ces titres soient ceux d'émetteurs Etats souverains de la Zone euro, d'émetteurs de types Supranationaux, Agences d'Etats ou d'émetteurs de type "*covered bonds*". Parmi toutes ces sensibilités, les principales expositions viennent de la sensibilité nette totale au *spread* de taux entre tous les titres et les *swaps* en EUR, ainsi que des sensibilités aux courbes respectives des titres d'Etats européens.

Une attention particulière a été accordée aux expositions (à la fois, en termes de sensibilité à la courbe de rendement et d'exposition au moment du défaut (*Exposure At Default*)) aux emprunts souverains des économies périphériques européennes pendant la crise grecque et sa contagion aux autres pays périphériques. Les limites sur les pays les plus faibles ont été régulièrement revues afin d'aligner les positions sur l'appétence au risque du Groupe HSBC.

Les activités de marchés de HSBC France sont également soumises aux sensibilités en volatilité de taux et corrélation de taux essentiellement sur les devises EUR et USD.

Toutes ces sensibilités reflètent le fait que les activités de marchés de HSBC France interviennent comme teneur de marché sur les dettes des principaux Etats de la Zone euro, et gèrent également pour le compte du Groupe HSBC les expositions et risques des produits structurés de taux sur les devises EUR et USD.

Toutes ces sensibilités sont évaluées et mesurées quotidiennement selon les méthodes standards classiques telles qu'utilisées par l'industrie.

Les montants consommés sont confrontés aux limites de risque de marché qui définissent le montant des expositions résiduelles autorisées en *intraday* et sur la clôture de chaque soir.

Une représentation agrégée est la VaR 99 % 1 jour globale des activités de marchés de HSBC France au 30 juin 2011 est de - 32,07 millions EUR.

Au 30 juin 2011, HSBC France conserve sur le périmètre de son portefeuille *non trading* une exposition aux titres quasi-souverains français et allemands, ainsi qu'à des émetteurs supra-nationaux. Ces expositions sont majoritairement à moins de 5 ans de l'échéance.

Les instruments financiers composant les portefeuilles *non trading* de l'activité *de marchés* font l'objet d'une valorisation pour les besoins de l'information financière ainsi que d'une détermination de la sensibilité de la valeur donnée à ces instruments aux fluctuations de taux d'intérêt.

La sensibilité de la valeur de ces positions à une variation instantanée d'un point de base des taux d'intérêt se traduit par une augmentation de valeur en cas de baisse et une réduction de valeur en cas de hausse d'environ 474 milliers EUR.



## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2011 (suite)

### Déclaration d'exigence de fonds propres

Le modèle interne permet de calculer quotidiennement les *Value at Risk* de toutes les positions. Il a été validé par l'Autorité de contrôle prudentiel pour les calculs réglementaires des exigences de fonds propres. Au 30 juin 2011 et au 31 décembre 2010, il couvre un périmètre représentant la quasi-totalité du risque général de marché de HSBC France. Les risques qui ne sont pas couverts par le modèle interne sont mesurés en utilisant la méthode forfaitaire recommandée par la Banque des Règlements Internationaux (BRI) et transposée dans la réglementation française par le règlement CRBF 95-02.

Les exigences de fonds propres au titre des risques de marché se décomposent de la manière suivante :

(en millions d'euros)	30 juin 2011		31 décembre 2010	
	BRI	CAD	BRI	CAD
– <b>Modèle interne<sup>1</sup> :</b>	<b>397,80</b>	<b>397,80</b>	273,49	273,49
– Risque de change	<b>0,73</b>	<b>0,73</b>	1,15	1,15
– Risque général de taux	<b>397,46</b>	<b>397,46</b>	272,89	272,89
– Risque global action	<b>0,17</b>	<b>0,17</b>	0,20	0,20
– Effet de compensation risque global	<b>(0,56)</b>	<b>(0,56)</b>	(0,75)	(0,75)
– <b>Risques forfaitaires :</b>	<b>106,58</b>	<b>106,58</b>	83,18	83,18
– Risque de change	-	-	-	-
– Risque général de taux	-	-	-	-
– Risque spécifique de taux	<b>106,58</b>	<b>106,58</b>	83,18	83,18
– Risque global action	-	-	-	-
– Risque spécifique action	-	-	-	-
– <b>Total</b>	<b>504,38</b>	<b>504,38</b>	356,68	356,68

1 Y compris le périmètre Add-On.

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2011 (suite)

### Gestion des fonds propres, couverture des risques et ratios réglementaires

#### Calcul et allocation des fonds propres

L'Autorité de contrôle prudentiel est l'autorité de tutelle du groupe HSBC France. Les informations relatives à l'adéquation des fonds propres lui sont adressées et c'est elle qui fixe les exigences minimales de fonds propres applicables au groupe.

Il n'y a pas eu d'évolution de la réglementation ou des méthodes de calculs au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2011.

Les principes de calcul et de gestion des fonds propres du groupe HSBC France sont détaillés dans le Document de référence 2010 en pages 71 à 74.

Le Groupe en France ne publie pas de données Pilier 3, mais celles-ci figurent dans les déclarations que HSBC Holdings plc communique dans la rubrique Relations Investisseurs de son site Internet.

#### Etat des fonds propres réglementaires

Le tableau ci-dessous fait apparaître la ventilation des fonds propres réglementaires :

#### Ventilation des fonds propres consolidés

(en millions d'euros)

	<b>30 juin 2011 Bâle II</b>	30 juin 2010 Bâle II	31 décembre 2010 Bâle II
<b>Fonds propres de base :</b>			
Capitaux propres part du groupe	5 038	5 556	4 832
Intérêts non contrôlant	46	51	48
Moins : dividendes versés à la société mère	(118)	(394)	-
Moins : éléments faisant l'objet d'un traitement prudentiel	(54)	(173)	(99)
Moins : écarts d'acquisition et autres immobilisations incorporelles	(366)	(367)	(367)
Moins : déductions au titre des pertes attendues	(91)	(105)	(99)
Moins : investissements sur les entreprises à caractère financier excédant la limite de 10 % des fonds propres	(266)	(256)	(281)
Total des fonds propres de base	<b>4 189</b>	4 312	4 033
<b>Fonds propres complémentaires :</b>			
Réserves de réévaluation des immobilisations et plus-values latentes sur titres disponibles à la vente	73	68	70
Titres subordonnés à durée indéterminée et titres subordonnés à durée déterminée	88	144	121
Moins : déductions au titre des pertes attendues	(91)	(105)	(99)
Moins : investissements sur les entreprises à caractère financier excédant la limite de 10 % des fonds propres	(70)	(107)	(93)
Total des fonds propres complémentaires	-	-	-
Investissements dans d'autres établissements bancaires ou financiers	(4)	(4)	(4)
Total des fonds propres	<b>4 186</b>	4 308	4 029
Total des risques pondérés Bâle II	<b>36 425</b>	35 448	33 451
Total des risques pondérés Bâle I	<b>45 428</b>	41 592	43 544
<b>Ratios prudentiels :</b>			
Fonds propres de base	<b>11,50 %</b>	12,2 %	12,1 %
Total des fonds propres	<b>11,49 %</b>	12,2 %	12,0 %

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2011 (suite)

Les données ci-dessus ont été calculées conformément à la Directive bancaire de l'Union européenne et aux normes prudentielles de l'Autorité de contrôle prudentiel. Le groupe a respecté, à tout moment, les exigences de fonds propres imposées par l'Autorité de contrôle prudentiel en 2011 et 2010.

En 2008, HSBC France a consenti un prêt subordonné de 650 millions EUR à HSBC Bank plc conduisant à dépasser la franchise égale à 10 % des fonds propres ; 266 millions EUR ont été déduits des fonds propres de base et 70 millions EUR des fonds propres complémentaires au 30 juin 2011 (281 millions EUR déduits des fonds propres de base et 93 millions EUR des fonds propres complémentaires au 31 décembre 2010).

### Fonds propres de base

Retraité des déductions au titre des pertes attendues en Bâle II et de la part des investissements dans les établissements financiers excédant 10 % des fonds propres, la variation nette des fonds propres de base résulte principalement du résultat du premier semestre soit 228 millions EUR diminué de l'acompte sur dividende de 118 millions EUR.

### Fonds propres complémentaires

Retraité des déductions au titre des pertes attendues en Bâle II et de la part des investissements dans les établissements financiers excédant 10 % des fonds propres, la variation nette des fonds propres complémentaires résulte principalement de la décote d'une dette subordonnée pour - 33 millions EUR.

### Ratio de solvabilité international Bâle II

Le ratio de solvabilité international Bâle II du groupe HSBC France s'élève à 11,50 % au 30 juin 2011 pour un minimum de 8 %. Pour les seuls fonds propres de première catégorie (noyau dur), le ratio du groupe s'élève à 11,49 % (pour une norme minimale de 4 %).

Le total des fonds propres du groupe HSBC France selon la définition Bâle II s'élève à 4,2 milliards EUR au 30 juin 2011, dont 4,2 milliards EUR au titre du noyau dur.

Les équivalents risques pondérés relatifs aux différentes catégories de risques sont de 36,4 milliards EUR et se répartissent ainsi :

(en milliards d'euros)	Au 30 juin 2011	Au 30 juin 2010	Au 31 décembre 2010
Risques de crédit	26,1	26,7	25,0
Risques de marché	6,3	4,7	4,4
Risques opérationnels	4,0	4,0	4,0
<b>Total</b>	<b>36,4</b>	<b>35,4</b>	<b>33,4</b>

### Contrôle des grands risques

Le groupe HSBC France respecte les règles imposées par l'Autorité de contrôle prudentiel :

- limitation à un montant égal à 20 % des fonds propres sur un groupe de clients considéré comme un seul et même bénéficiaire "Investment Grade", 15 % pour un bénéficiaire "Non-Investment Grade" ;
- limitation à huit fois les fonds propres du total des risques dépassant unitairement 10 % des fonds propres. Pour HSBC France, au 30 juin 2011, dix-neuf groupes dépassaient individuellement 10 % des fonds propres nets.

### Dépréciation pour risques

Les dépréciations relatives aux risques clientèle au 30 juin 2011 couvrent à hauteur de 50,07 % l'ensemble des créances douteuses et contentieuses du groupe HSBC France.

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2011 (suite)

### Entités ad hoc

Voir les commentaires du Document de référence 2010 (pages 168).

## 8 Engagements de financement et de garantie

### a Engagements de financement et de garantie

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>30 juin 2011</b>	30 juin 2010	31 décembre 2010
<b>Montants notionnels</b>			
<i>Engagements de garantie donnés</i>			
Cautions, avals et autres garanties	-	-	-
Garanties et actifs donnés en garantie	<b>5 321</b>	5 451	5 326
Autres	<b>37</b>	42	37
	<b>5 358</b>	5 493	5 363
<i>Engagements de financement donnés</i>			
Crédits documentaires et financement d'échanges commerciaux	<b>487</b>	404	410
Emissions non tirées et crédits revolving	-	-	-
Autres engagements de financement, lignes de crédit et autres engagements :			
– à un an ou moins	<b>3 975</b>	4 990	4 123
– à plus d'un an	<b>16 395</b>	12 218	14 166
	<b>20 857</b>	17 612	18 699

Le tableau ci-dessus fait apparaître les montants notionnels en principal des opérations de hors-bilan pour compte de tiers. Les montants notionnels des passifs éventuels et engagements représentent les montants exposés aux risques en cas de tirage complet des contrats et dans l'hypothèse d'une défaillance du client.

Le total des montants notionnels n'est pas représentatif des besoins de liquidité futurs.

### b Garanties

Le groupe consent des garanties et engagements similaires au profit de tiers clients et d'autres entités du groupe. Ces garanties sont généralement consenties dans le cadre normal des activités bancaires du groupe. Les principaux types de garanties consenties et le montant potentiel maximal des décaissements futurs qui pourraient être exigés du groupe se répartissent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>30 juin 2011</b>	30 juin 2010	31 décembre 2010
<b>Type de garantie</b>			
Garanties financières <sup>1</sup>	<b>1</b>	1	1
Lettres de crédit stand-by constituant des garanties financières <sup>2</sup>	<b>816</b>	531	535
Autres substituts de crédit direct <sup>3</sup>	<b>490</b>	739	705
Garanties de livraison et de bonne exécution <sup>4</sup>	<b>1 445</b>	1 475	1 505
Garanties de soumission <sup>4</sup>	<b>24</b>	25	25
Lettres de crédit stand-by afférentes à des opérations spécifiques <sup>4</sup>	-	-	-
Autres garanties liées à des transactions <sup>4,5</sup>	<b>2 545</b>	2 680	2 555
Autres garanties	<b>37</b>	42	37
<b>Total</b>	<b>5 358</b>	5 493	5 363

<sup>1</sup> Les garanties financières comprennent notamment les engagements de remplir les obligations de clients ou d'entités du groupe au cas où ces clients ou entités ne les honorerait pas.

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2011 (suite)

- 2 *Les lettres de crédit stand-by sont des garanties financières qui engagent irrévocablement HSBC France à effectuer des règlements au profit de tiers au cas où un client n'honorerait pas un engagement.*
- 3 *Les autres substituts de crédit direct incluent les lettres de crédit de réassurance et les lettres de crédit d'échanges commerciaux émises sans clause autorisant l'émetteur à conserver la propriété des livraisons sous-jacentes.*
- 4 *Les garanties de livraison et de bonne exécution, les garanties de soumission et autres garanties liées à des transactions sont des engagements par lesquels le garant s'oblige à effectuer un règlement en cas de survenue d'un événement dissocié du profil de crédit du client.*
- 5 *Y compris les garanties données par le groupe en faveur des autres entités du Groupe HSBC pour 285 millions EUR au 30 juin 2011 (475 millions EUR au 30 juin 2010, 283 millions EUR au 31 décembre 2010).*

Les montants inscrits dans le tableau ci-dessus correspondent à l'exposition maximale du groupe sur un grand nombre d'engagements de garantie individuels. Les risques et expositions issus des garanties sont recensés et gérés conformément aux politiques et procédures générales de gestion des risques de crédit mises en place par le groupe.

Les garanties dont l'échéance est supérieure à un an sont soumises aux procédures de révision annuelle des crédits mises en œuvre par le groupe.

Lorsque le groupe octroie une garantie au profit d'un client, il conserve le droit de recouvrer auprès de ce client tout montant versé au titre de cette garantie.

### Provisions constituées au titre des obligations du groupe en matière de garanties données

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>30 juin 2011</b>	30 juin 2010	31 décembre 2010
Cautions, avals et garanties	-	-	-
Autres garanties	2	1	2

## 9 Ventilation des résultats par métier

Le Groupe HSBC en France fournit une gamme complète de services bancaires et financiers à ses clients. Dans le cadre de la définition de ses objectifs stratégiques présentés en mai 2011 et afin de présenter à sa clientèle une offre mieux intégrée en matière de gestion patrimoniale, le Groupe HSBC a souhaité regrouper dans une ligne de métier unique les activités de banque de services financiers à la clientèle de particuliers y compris les activités de production de produits d'assurance-vie et les activités de Gestion d'actifs. Cette dernière activité était auparavant rattachée à la ligne de métier de Banque de financement, d'investissement et de marchés. Les produits et services offerts sont organisés selon les lignes de clientèle et métiers suivantes :

- la Banque de particuliers et de gestion patrimoniale (y compris les métiers Assurance et Gestion d'actifs) propose un large éventail de produits et services destinés à répondre aux besoins en banque de détail et gestion de patrimoine de la clientèle des particuliers et des professionnels. Les produits proposés comprennent les comptes courants et les services de paiement et financiers associés, les produits d'épargne et les solutions de constitution de patrimoine, les crédits immobiliers et les autres prêts aux particuliers et professionnels.
- la Banque d'entreprises offre à ses clients les services financiers, les services de paiements et de gestion de trésorerie, les financements internationaux, l'assurance, les opérations de trésorerie et activités de marchés et plus généralement l'accès aux services de banque d'investissement.
- la Banque de financement, d'investissement et de marchés fournit des solutions financières sur mesure aux grandes entreprises et clients institutionnels, aux gouvernements et organismes publics. Les lignes métiers offrent une gamme complète de services bancaires de banque d'investissement et de financement ainsi que de banque de marchés en matière de crédit, de taux d'intérêt, de change, d'actions, de marchés monétaires et d'opérations sur titres.
- les services offerts par la Banque privée sont destinés à répondre aux besoins de la clientèle de particuliers haut de gamme en matière de services bancaires, d'investissement et de conseil en gestion de patrimoine.

La colonne "Autres" comprend, notamment, la variation de juste valeur de la dette émise classée en option juste valeur pour 0,8 million EUR (58 millions EUR au 30 juin 2010 et 32 millions EUR au 31 décembre 2010) et, en 2010, le gain relatif à la cession des immeubles du siège pour 141 millions EUR.

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2011 (suite)

HSBC France s'appuie sur divers services administratifs et fonctions centrales dont le coût est réparti entre les métiers, de façon systématique et cohérente.

Les performances sont évaluées sur la base du résultat avant impôt du métier concerné, comme indiqué dans les rapports de gestion interne examinés par la Direction du groupe.

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2011						Total
	Banque de particuliers et de gestion patrimoniale	Banque d'entreprises	Banque de financement, d'investissement et de marchés	Banque privée	Autres	Inter-segment	
Intérêts et produits assimilés	490	247	494	15	(5)	-	1 241
Charges	(49)	(40)	(369)	(3)	(2)	(89)	(552)
Marge nette d'intérêts	441	207	125	12	(7)	(89)	689
Autres produits d'exploitation	74	110	324	29	14	89	640
<b>Produit net bancaire avant dépréciation pour risques de crédit</b>	<b>515</b>	<b>317</b>	<b>449</b>	<b>41</b>	<b>7</b>	<b>-</b>	<b>1 329</b>
Dépréciations pour risque de crédit	(19)	(39)	6	-	-	-	(52)
<b>Produit net bancaire</b>	<b>496</b>	<b>278</b>	<b>454</b>	<b>41</b>	<b>7</b>	<b>-</b>	<b>1 276</b>
<b>Total charges d'exploitation</b>	<b>(397)</b>	<b>(199)</b>	<b>(251)</b>	<b>(34)</b>	<b>(7)</b>	<b>-</b>	<b>(888)</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>99</b>	<b>79</b>	<b>203</b>	<b>7</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>388</b>
Quote-part dans le résultat d'entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>99</b>	<b>79</b>	<b>203</b>	<b>7</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>388</b>
Impôt sur les bénéfices							(72)
<b>Résultat net – périmètre France</b>							<b>316</b>
Ajustement périmètre <sup>1</sup>							(88)
<b>Résultat net – périmètre légal</b>							<b>228</b>

1 Principalement l'Assurance.

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2011 (suite)

		Au 30 juin 2010						
(en millions d'euros)	<i>Banque de particuliers et de gestion patrimoniale<sup>2</sup></i>	<i>Banque d'entreprises</i>	<i>Banque de financement, d'investissement et de marchés<sup>2</sup></i>	<i>Banque privée</i>	<i>Autres</i>	<i>Inter-segment</i>	<i>Total</i>	
Intérêts et produits assimilés	461	225	371	13	(33)	-	1 037	
Charges	(30)	(38)	(233)	(2)	18	(52)	(337)	
Marge nette d'intérêts	431	187	138	11	(15)	(52)	700	
Autres produits d'exploitation	41	114	440	26	209	52	882	
Produit net bancaire avant dépréciation pour risques de crédit	472	301	578	37	194	-	1 582	
Dépréciations pour risque de crédit	(8)	(36)	(11)	1	-	-	(54)	
Produit net bancaire	464	265	567	38	194	-	1 528	
Total charges d'exploitation	(398)	(203)	(279)	(33)	(27)	-	(940)	
Résultat d'exploitation	66	62	288	5	167	-	588	
Quote-part dans le résultat d'entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-	
Résultat avant impôt	66	62	288	5	167	-	588	
Impôt sur les bénéfices							(102)	
Résultat net – périmètre France							486	
Ajustement périmètre <sup>1</sup>							(68)	
Résultat net – périmètre légal							418	

1 Principalement l'Assurance.

2 Les informations présentées dans ces colonnes ont été modifiées par rapport à l'année précédente. Sont désormais ventilés au sein de la ligne de métier « Banque de particuliers et de gestion patrimoniale », les résultats relatifs aux activités de Gestion d'actifs, auparavant rattachés à la ligne de métier « Banque de financement, d'investissement et de marchés ». L'impact de ce reclassement est de 11 millions EUR sur le résultat avant impôt.

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2011 (suite)

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2010						
	Banque de particuliers et de gestion patrimoniale <sup>2</sup>	Banque d'entreprises	Banque de financement, d'investissement et de marchés <sup>2</sup>	Banque privée	Autres	Inter-segment	Total
Intérêts et produits assimilés	884	476	734	28	59	–	2 181
Charges	(22)	(85)	(501)	(5)	(86)	(113)	(812)
Marge nette d'intérêts	862	391	233	23	(27)	(113)	1 369
Autres produits d'exploitation	82	218	571	52	191	113	1 227
Produit net bancaire avant dépréciation pour risques de crédit	944	609	804	75	164	–	2 596
Dépréciations pour risque de crédit	(17)	(91)	(17)	4	–	–	(121)
Produit net bancaire	927	518	787	79	164	–	2 475
Total charges d'exploitation	(823)	(416)	(516)	(66)	(26)	–	(1 847)
Résultat d'exploitation	104	102	271	13	138	–	628
Quote-part dans le résultat d'entreprises mises en équivalence	–	–	–	–	–	–	–
Résultat avant impôt	104	102	271	13	138	–	628
Impôt sur les bénéfices							(117)
Résultat net – périmètre France							511
Ajustement périmètre <sup>1</sup>							(56)
Résultat net – périmètre légal							455

1 Principalement l'Assurance.

2 Les informations présentées dans ces colonnes ont été modifiées par rapport à l'année précédente. Sont désormais ventilés au sein de la ligne de métier « Banque de particuliers et de gestion patrimoniale », les résultats relatifs aux activités de Gestion d'actifs, auparavant rattachés à la ligne de métier « Banque de financement, d'investissement et de marchés ». L'impact de ce reclassement est de 22 millions EUR sur le résultat avant impôt.

### 10 Transactions avec les parties liées

Au 30 juin 2011, le groupe HSBC France ne consolide par mise en équivalence qu'un nombre limité d'entités. Les transactions liées avec ces entités présentent des montants non significatifs.

Les transactions détaillées ci-après incluent les montants dus ou à recevoir d'autres entités du Groupe HSBC.

(en millions d'euros)	Solde au 30 juin 2011	Solde au 30 juin 2010	Solde au 31 décembre 2010
<b>Actif</b>			
Portefeuille de transaction	5 984	6 380	4 985
Instruments dérivés	14 197	20 409	15 113
Prêts et créances sur les établissements de crédit	5 805	4 682	3 016
Prêts et créances sur la clientèle	100	973	77
Investissements financiers	170	170	170
Autres actifs	58	121	321
Comptes de régularisation	84	49	76
Actifs financiers sous option juste valeur	5	5	4



## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2011 (suite)

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Solde au 30 juin 2011</b>	Solde au 30 juin 2010	Solde au 31 décembre 2010
<b>Passif</b>			
Dettes envers les établissements de crédit	<b>12 108</b>	9 634	14 574
Comptes créditeurs de la clientèle	<b>305</b>	315	288
Portefeuille de transaction	<b>3 389</b>	3 459	1 306
Instruments dérivés	<b>16 410</b>	23 740	18 192
Autres passifs	<b>3</b>	5	159
Comptes de régularisation	<b>58</b>	28	38
Dettes subordonnées	<b>150</b>	150	150

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Solde au 30 juin 2011</b>	Solde au 30 juin 2010	Solde au 31 décembre 2010
<b>Compte de résultat</b>			
Intérêts et produits assimilés <sup>1</sup>	<b>65</b>	44	91
Intérêts et charges assimilées <sup>1</sup>	<b>49</b>	20	59
Commissions (produits)	<b>76</b>	68	135
Commissions (charges)	<b>47</b>	45	81
Résultat net de cession des investissements financiers <sup>2</sup>	<b>15</b>	-	-
Autres produits d'exploitation	-	-	(1)
Dividendes reçus	-	-	1
Frais généraux et administratifs	<b>11</b>	1	35

1 *Y compris intérêts sur portefeuille de transaction (actif et passif), pour 10 millions EUR en juin 2011 (7 millions EUR en juin 2010).*

2 *Profit sur la cession de Sinopia Asset Management (HK) Ltd, 12 millions EUR, et de Sinopia Asset Management (UK) Ltd, 3 millions EUR.*

### 11 Litiges

Au 30 juin 2011, il n'existe pas de litige ou d'arbitrage susceptible d'avoir une incidence sensible sur la situation financière de HSBC France, son activité, son résultat, et le cas échéant sur le groupe HSBC France.

### 12 Evénements postérieurs à la clôture

Le 5 juillet 2011, le projet de Plan stratégique 2014 de HSBC France a été remis aux partenaires sociaux. Ce projet a pour objectif l'accélération de la croissance de HSBC France en s'appuyant principalement sur deux leviers :

- renforcer le développement de HSBC France sur ses atouts différenciants sur le marché bancaire français, notamment en concentrant les efforts sur les cibles de clientèle stratégiques et en renforçant les synergies internes avec le Groupe ;
- atteindre un niveau d'efficacité en ligne avec les standards du marché français. Pour atteindre cet objectif, un travail doit être mené sur l'organisation actuelle de la banque, dans le réseau de distribution comme au sein des fonctions supports et centrales. Les projets d'efficacité présentés dans le projet de Plan stratégique représentent 672 réductions de postes qui seront absorbées par deux leviers principaux :
  - une pyramide des âges permettant de prévoir de nombreux départs à la retraite dans les années à venir, jusqu'au 31 décembre 2014 pour les départs volontaires à la retraite et jusqu'au 31 décembre 2017 pour les CFCS (Congé de fin de carrière et de solidarité) ;
  - une attrition qui rend disponible un nombre de postes chaque année.

## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2011 (suite)

Le coût estimé des mesures contenues dans le volet social du projet de Plan stratégique qui, sur le plan comptable, peuvent être provisionnées (excluant donc l'important effort de formation) est de l'ordre de 50 millions EUR et sera comptabilisé dans les comptes du troisième trimestre 2011.

### 13 Liste des sociétés consolidées

Le tableau ci-dessous indique les changements intervenus au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2011 sur le périmètre publié dans le Document de référence 2010 (pages 136 à 139).

<i>Sociétés consolidées</i>	<i>Pays</i>	<i>Méthode de consolidation *</i>	<i>Activité principale</i>	Part du capital détenue par le groupe HSBC France (en %)	
				<b>30 juin 2011</b>	31 décembre 2010
<b>Entrée du périmètre :</b>					
Pas d'entrée de périmètre					
<b>Cessions :</b>					
Sinopia Asset Management (Asia Pacific) Ltd <sup>1</sup>	Hong Kong	IG	Sté de gestion	-	100,0
Sinopia Asset Management (UK) Ltd <sup>2</sup>	Royaume-Uni	IG	Sté de services	-	100,0
<b>Liquidations/ fusions :</b>					
Elysées Forêts	France	IG	Sté de services	-	75,3
HSBC PP 1	France	IG	Sté financière	-	100,0
Sinopia - Société de Gestion <sup>3</sup>	France	IG	Sté de services	-	100,0
Sinopia Asset Management <sup>4</sup>	France	IG	Sté financière	-	100,0
Halbis Capital Management (France) <sup>4</sup>	France	IG	Sté de gestion	-	100,0
Delosfin SA <sup>5</sup>	France	IG	Sté de portefeuille	-	100,0
<b>Déconsolidation :</b>					
Pas de déconsolidation					
<b>Variation du pourcentage de détention :</b>					
HSBC Duoblig	France	IG	Sté financière	<b>96,8</b>	76,4

\* IG: Intégration globale.

1 La plus-value de cession sur la vente de Sinopia Asset Management (Asia Pacific) Ltd est de 11,5 millions EUR.

2 La plus-value de cession sur la vente de Sinopia Asset Management (UK) Ltd est de 3,1 millions EUR.

3 Fusion avec Sinopia Asset Management.

4 Fusion avec HSBC Global Asset Management (France).

5 Fusion avec HSBC Private Bank France.

**Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2011** (suite)**3. Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2011**

*Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2011*

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de HSBC France S.A., relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration dans un contexte caractérisé par une crise des finances publiques de certains pays de la zone Euro, dont les effets sont décrits dans la note 7. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

**I - Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

**II – Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris La Défense, le 26 août 2011

KPMG Audit  
Département de KPMG S.A.  
Pascal Brouard  
Associé

Paris, le 26 août 2011

BDO France - Léger & associés  
Michel Léger  
Associé

## Evénements récents

---

### Événements postérieurs au dépôt du Document de référence

---

Néant.

### Événements postérieurs au 30 juin 2011

---

De nouveaux produits et services sont régulièrement proposés aux clients du Groupe HSBC en France. Des informations sont disponibles sur les sites internet du groupe, notamment à travers les communiqués de presse accessibles via le site internet [www.hsbc.fr](http://www.hsbc.fr).

Il n'existe aucun changement significatif de la situation financière ou commerciale de HSBC France ou de ses filiales survenu depuis le 30 juin 2011, date des derniers états financiers vérifiés et publiés.

---

Les principaux événements postérieurs au 30 juin 2011 sont les suivants :

#### **HSBC France présente son plan stratégique (Communiqué de presse du 5 juillet 2011)**

Le 5 juillet 2011, HSBC France a présenté son plan stratégique aux instances représentatives du personnel et a réaffirmé son ambition de développement en tant que banque universelle.

Ce plan s'inscrit dans la stratégie du Groupe HSBC. Avec ce plan, HSBC France vise à accélérer sa croissance, tout en améliorant son efficacité :

- en se concentrant sur la clientèle patrimoniale pour le marché des particuliers ;
- en développant une forte connectivité internationale pour le marché des entreprises ;
- en confortant le positionnement de la Banque de financement, d'investissement, et de marchés à Paris comme plate-forme stratégique pour le Groupe HSBC ;
- en renforçant les synergies entre les différents métiers.

Avec la mise en œuvre de ce plan, HSBC France vise à :

- abaisser son coefficient d'exploitation à environ 62-64 %, en ligne avec les meilleures banques opérant sur le marché français et en support des objectifs du Groupe HSBC ;
- atteindre un taux de rentabilité des fonds propres en ligne avec les objectifs du Groupe HSBC de 12-15 %.

Les principales initiatives sont :

- **Banque de particuliers et gestion patrimoniale :**
  - Élargir l'offre de solutions et conseils en multigestion, gestion sous mandat, gestion conseillée, solutions « d'annuités », plate-forme de *brokerage*, afin d'accompagner les besoins croissants des clients en investissements longs, notamment dans le cadre de la préparation de la retraite ;
  - Accroître encore l'expertise patrimoniale des équipes de conseillers, notamment pour HSBC Premier, afin de proposer des produits et services répondant précisément aux attentes des clients ;
  - Étendre le réseau d'agences avec un objectif de création de 25 nouvelles agences à fin 2015, tout en déployant les services à distance pour servir des clients de plus en plus multicanal et augmenter d'un tiers la base de clientèle HSBC Premier.

## Evénements récents (suite)

---

### – Banque d’entreprises :

- Continuer à renforcer la capacité d’offre à l’international avec la mise en place au sein des 10 *Corporate Business Centres* et 50 Centres d’Affaires Entreprises de conseillers de clientèle experts à l’international, et le renforcement des équipes de *Payment* et *Cash Management* dédiées à l’international et de *Trade services* ;
- Développer le modèle « d’agence directe » pour les entrepreneurs, basé sur le principe d’équipes de conseillers dédiés, d’horaires élargis, et d’un forfait de services attractif. HSBC France se fixe un objectif de conquête de 8 000 nouveaux clients par an, sur la durée du plan stratégique.

### – Banque de financement, d’investissement et de marchés :

- Consolider la plate-forme de Banque de financement, d’investissement et de marchés pour qu’elle puisse exercer à plein son rôle de plate-forme stratégique pour l’Europe continentale, et de centre d’excellence sur les produits Euro et les dérivés actions, en augmentant notamment les synergies avec les autres pays, et en complétant son panel d’offre de produits à destination des très grandes entreprises.

### – Banque privée :

- Accélérer la croissance en France à travers l’ouverture de 3 nouveaux bureaux régionaux (portant le nombre de bureaux de banque privée en région à 6), le renforcement des équipes commerciales, et la consolidation des synergies avec les différentes lignes de métiers, et plus particulièrement avec la Banque d’entreprises.

HSBC France vise à optimiser l’efficacité en simplifiant les processus et en adaptant les organisations de chaque métier, sachant que la mise en œuvre se fera sans départs contraints.

Le Directeur Général de HSBC France, Christophe de Backer, a déclaré que ce plan stratégique montrait le haut niveau d’ambition qu’a HSBC pour le marché français et que les fortes positions de HSBC France sur les différents métiers fournissaient les fondations de la future croissance.

La mise en œuvre de ce projet est conditionnée par le résultat des consultations auprès des instances représentatives du personnel.

## Personnes responsables du Document de référence et des compléments d'informations et du contrôle des comptes

---

### Responsable du Document de référence et des compléments d'informations

- **Nom du responsable**

M. Christophe de Backer, Directeur Général

- **Attestation du responsable**

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport semestriel d'activité figurant en pages 3 à 7 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble de l'actualisation.

Les informations financières historiques présentées dans cette actualisation ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux, figurant en page 43.

Fait à Paris, le 30 août 2011

Christophe de Backer, Directeur Général

## Responsable du Document de référence et des compléments d'informations et Responsables du contrôle des comptes (suite)

### Responsables du contrôle des comptes

Titulaires	Date de première nomination	Date de renouvellement du mandat	Date d'expiration du mandat
KPMG <sup>1</sup> Représenté par M. Pascal Brouard 1, cours Valmy 92923 Paris la Défense Cedex	2001	2006	2012
BDO France - Léger & associés <sup>2</sup> Représenté par M. Michel Léger 113, rue de l'Université 75007 Paris	2007	-	2012
<b>Suppléants</b>			
M. Gérard Gaultry <sup>1</sup> 1, cours Valmy 92923 Paris la Défense Cedex	2001	2006	2012
M. François Allain <sup>1</sup> 2, rue Hélène Boucher 78286 Guyancourt Cedex	2007	-	2012

<sup>1</sup> Membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles.

<sup>2</sup> Membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Paris.

## Tables de concordance et de référence

La table de concordance suivante renvoie aux principales rubriques exigées par le Règlement européen n° 809/2004 (Annexe XI) pris en application de la Directive dite « Prospectus » ainsi qu'aux pages du Document de référence D.11-0365 que le présent document actualise.

Rubriques de l'annexe XI du règlement européen n° 809/2004	Pages du Document de référence déposé auprès de l'AMF le 26 avril 2011 sous le n° D.11-0365	Pages du présent Document d'actualisation
1. Personnes responsables	256	46
2. Contrôleurs légaux des comptes	256	47
3. Facteurs de risques	60-87, 154-168	21-36
4. Informations concernant l'émetteur		
4.1. Histoire et évolution de la société	234	-
5. Aperçu des activités		
5.1. Principales activités	2-7	3-7
5.2. Principaux marchés	2-7	3-7
6. Organigramme		
6.1. Description sommaire du groupe	couverture int., 2-7, 182-185, 220-224	-
6.2. Dépendance de l'émetteur vis-à-vis d'autre entités du groupe	-	-
7. Informations sur les tendances	255	44
8. Prévisions ou estimations du bénéfice	-	-
9. Organes d'administration, de direction et de surveillance et direction générale		
9.1. Organes d'administration et de direction	8-19	-
9.2. Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration et de direction	33	-
10. Principaux actionnaires		
10.1. Contrôle de l'émetteur	20, 238	-
10.2. Accord connu de l'émetteur, dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de contrôle	-	-
11. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur		
11.1. Informations financières historiques	88	-
11.2. États financiers	90-173, 176-217	-
11.3. Vérification des informations financières historiques annuelles	174-175, 218-219	-
11.4. Date des dernières informations financières	88	-
11.5. Informations financières intermédiaires et autres	-	8-42
11.6. Procédures judiciaires et d'arbitrage	75-77	41
11.7. Changement significatif de la situation financière ou commerciale	255	44
12. Contrats importants	234	-
13. Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts	-	-
14. Documents accessibles au public	232	49



## Tables de concordance et de référence (suite)

En application de l'article 212-13 du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers, la présente actualisation comprend les informations du rapport financier semestriel mentionné à l'article L.451-1-2 du Code monétaire et financier et à l'article 222-4 du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers :

- Rapport semestriel d'activité
  - Principaux événements survenus pendant les six premiers mois de l'exercice pages 3 à 7
  - Principaux risques et incertitudes page 21
  - Principales transactions intervenues entre parties liées pages 40 à 41
- Etats financiers consolidés résumés pages 8 à 42
- Rapport des contrôleurs légaux des comptes page 43
- Attestation du responsable page 46

Les éléments suivants sont inclus par référence :

- les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2010 et le rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés, présentés aux pages 90 à 173 et 174 à 175 du Document de référence n° D.11-0365 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 26 avril 2011.

Les chapitres des documents de référence non visés ci-dessus sont soit sans objet pour l'investisseur, soit couverts à un autre endroit de la présente actualisation.

Ces documents sont disponibles sur le site [www.hsbc.fr](http://www.hsbc.fr) et sur celui de l'Autorité des Marchés Financiers [www.amf-france.org](http://www.amf-france.org).

Toute personne désireuse d'obtenir des renseignements complémentaires sur le groupe HSBC France peut, sans engagement, demander les documents par courrier :

HSBC France  
103 avenue des Champs Élysées  
75419 Paris Cedex 08.